



Mitec Telecom Inc.

**RAPPORT ANNUEL 2011**





# MESSAGE DU PRÉSIDENT

Encore une fois, durant l'exercice 2011, Mitec a eu à composer avec différents défis. Les clients ont ajusté plusieurs fois leurs stratégies de vente et leurs plans de dépenses d'investissement, les fournisseurs sont devenus plus exigeants quant à leurs modalités de paiement, et la demande pour des solutions sans fil à l'échelle mondiale a augmenté en même temps que la concurrence de Mitec s'est intensifiée, notamment dans les marchés émergents. Cette situation a eu une incidence sur les marges, étant donné que la seule mesure viable pour demeurer concurrentiel a consisté à abaisser les prix des produits.

Malgré tout, Mitec a continué de soutenir sa clientèle, ayant réussi à traverser les crises économiques et financières qui ont marqué la période de 2008 à 2010. Cependant, il est devenu clair que nous devons explorer de nouvelles stratégies si nous voulions devenir rentables et éviter d'avoir à sacrifier nos marges pour damer le pion à nos concurrents—une réalité qui a causé des problèmes considérables à certains de nos concurrents et qui a poussé plusieurs entreprises à la faillite.

En octobre 2010, Mitec annonçait une initiative en vue de séparer ses divisions afin de mieux exploiter leur valeur respective et générer plus de possibilités d'explorer des solutions de rechange lucratives pour les actionnaires.

Au début de 2011, Mitec a vendu ses activités de conditionnement de radiofréquence (RF) en Chine pour 4,1 millions de dollars américains. Cette vente illustre à quel point la situation peut changer rapidement lorsque des fournisseurs locaux saisissent des occasions n'ayant bénéficié jusque-là qu'à des fournisseurs titulaires. Mitec continue d'avoir accès à une fabrication en grandes quantités en Chine par l'intermédiaire d'un contrat de fourniture assorti à la vente des activités de conditionnement de RF. Si l'entreprise ne s'était pas départie de ces activités, la division aurait probablement dû cesser ses opérations et n'aurait généré aucun gain pour les actionnaires.

En mai 2011, peu après la fin de l'exercice, Mitec a conclu la vente de certains actifs relatifs à sa division d'activités satellites pour un produit brut de 2,9 millions de dollars. Nous avons récolté des revenus de cette division pendant des années, et elle n'était pas en position favorable pour une croissance à long terme. Par suite de sa séparation du reste des secteurs d'activités de Mitec, une offre crédible a été reçue et acceptée.

Après ces dessaisissements, Mitec a évalué le reste de ses secteurs d'activités, à la lumière de facteurs de l'industrie et du marché ainsi que de sa structure d'entreprise globale. Une des considérations recommandées aux actionnaires est le transfert des principales activités de la Société vers une filiale directe en propriété exclusive nouvellement créée.

Le but de ce transfert est de faire de Mitec une société de portefeuille qui offrira une plus grande souplesse sur le plan de la gestion de ses activités commerciales actuelles et futures. Une telle démarche s'inscrit dans la stratégie en vertu de laquelle Mitec a séparé ses secteurs d'activités afin de permettre le dessaisissement de divisions générant un produit en espèces non dilutif substantiel. Le transfert des activités de la Société à une filiale en propriété exclusive procurera des avantages additionnels aux actionnaires, notamment celui d'attirer des partenaires d'investissement qui autrement ne pourraient pas prendre part à certaines des possibilités explorées par la Société.

Outre les mesures décrites plus haut, Mitec continue d'explorer des façons de se placer dans une position favorable pour tirer parti de la croissance des technologies sans fil. Par exemple, l'utilisation du sans-fil se répand de plus en plus dans l'industrie des soins de santé où il peut jouer un rôle prépondérant dans des domaines comme la surveillance des patients, le contrôle des infections, les soins postopératoires et l'administration de médicaments, entre autres. Le récent investissement stratégique de Mitec dans Covalon Technologies Inc. (TSX-V : COV) permet à l'entreprise de saisir de nouvelles possibilités de marché, de réduire le risque d'exécution et de se présenter en tant qu'investisseur de premier plan dans une occasion sous-évaluée pouvant potentiellement générer d'importants rendements pour les actionnaires de Mitec.

En travaillant ensemble, Mitec et Covalon ont ciblé diverses façons dont nous pouvons soutenir les gammes de produits de Covalon à l'aide de technologies sans fil. Mitec est capable de se placer rapidement dans une position favorable au sein d'un marché en expansion, ce qui comprend l'accès à la propriété intellectuelle, des compétences en gestion reconnues et un soutien à valeur ajoutée.

Mitec a l'intention de continuer à mettre l'accent sur ce genre d'initiatives en 2012 et ultérieurement. Nous sommes encouragés par les occasions que nous avons repérées. Nous sommes persuadés que nos stratégies généreront bientôt toute la valeur que nous escomptons pour nos actionnaires.



**JEFFREY A. MANDEL**

Président, Chef de la direction et  
Président du conseil d'administration  
de Mitec Telecom Inc.

# RAPPORT DE GESTION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») et de solutions destinées aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Ayant établi son siège social à Montréal, au Canada, la Société exploite également une installation aux États-Unis. Mitec est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit, du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2011. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2011 en comparaison avec l'exercice terminé le 30 avril 2010.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 30 avril 2011 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés audités en date du 30 avril 2011. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Ce rapport de gestion inclut l'information disponible jusqu'au 27 juillet 2011. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme « anticiper », « prévoir », « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de la notice annuelle datée du 27 juillet 2011.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, la conception et la fabrication de produits et solutions qui soutiennent des technologies dans l'industrie en perpétuel changement que sont les télécommunications, sont divisées en deux principaux secteurs d'activités : les télécommunications sansfil (« Télécommunications ») et les communications par satellite et terrestres (« Communications par satellite »).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de solutions de pointe pour les stations de base sans fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement

une croissance importante. Mitec travaille de très près avec ses clients afin de concevoir et fabriquer des solutions qui leur permettront d'accomplir leurs objectifs d'affaires respectifs. De plus, Mitec obtenu le statut de vendeur privilégié avec plusieurs intervenants globaux des télécommunications.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« VSAT »). Ce secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA ») composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration de communications militaires ainsi que des systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite de par son infrastructure et sa base de clientèle établie, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance reliée au marché des télécommunications et continue à investir en dépenses de recherche et développement (« R&D ») afin de développer de nouvelles gammes de produits dans ces secteurs. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de SSPA de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, qui vise le marché des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leur intégration physique et électrique. Cette technologie a des applications multiples et bien que le processus de qualification pour le marché militaire implique plusieurs étapes d'intégration ainsi qu'un long délai d'exécution, les opportunités se rapportant au cycle des ventes pour cette technologie existent pour une longue période une fois que la qualification et la sélection sont réalisées.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède une autre exploitation à Poway en Californie (États-Unis). Au 30 avril 2011, la Société comptait 116 employés à l'échelle mondiale.

## **L'ANNÉE EN REVUE ET FAITS SAILLANTS**

La période de 2010 à 2011 a continué d'être une période difficile pour l'ensemble de l'industrie des télécommunications à travers le monde. Les fabricants revoient constamment leurs stratégies de vente afin de s'adapter aux exigences en constante évolution des clients devant composer avec des budgets réduits pour les immobilisations prévues, ayant comme résultat un manque de continuité avec leurs fournisseurs. De plus, la compétition mondiale a augmenté rapidement marquée par des prix réduits, de nouvelles technologies ou des augmentations de capacité récemment développées ainsi que par les besoins d'intégration verticale. Bien que les opérations de la Société aient résulté en de larges pertes financières, elle a poursuivi son engagement à long terme à demeurer compétitif et à fournir des solutions au design d'avant-garde. Le déficit dans les revenus s'est produit principalement dans le secteur des télécommunications et s'explique par la compétitivité accrue sur les prix qui a rendu très difficile l'atteinte des objectifs fixés d'opérer dans des marchés qui fourniraient une profitabilité soutenue. Du côté financier, et compte tenu d'un environnement de crédit difficile. Enfin, après avoir résisté à la crise économique et financière au cours des 2 dernières années, la Société a réorienté sa stratégie R&D vers le développement de produits et solutions innovateurs et abordables pour soutenir les besoins de ses clients.

En octobre 2010, le conseil d'administration de Mitec a annoncé un projet de séparer ses diverses divisions d'affaires dans le but de maximiser leur valeur respective et ainsi permettre à Mitec d'explorer plus d'alternatives pouvant ajouter de la valeur aux actionnaires.

Ces actions ont permis à la Société d'implanter un processus permettant de maximiser la valeur des actionnaires et ont généré avec succès des trésoreries anti-dilutives suite au désinvestissement des divisions Passive Satcom et RF en Chine. L'objectif est que Mitec continue d'évaluer ses divisions d'affaires restantes et fournisse aux actionnaires une stratégie viable pour atteindre ses objectifs d'allocation des ressources dans des secteurs qui fournissant une viabilité soutenue.

La vente des activités du secteur RF de Mitec localisées à Suzhou, en Chine a été un événement marquant pour la Société qui a ainsi démontré que les efforts de Mitec pour analyser attentivement ses actifs et tenter de maximiser la valeur des différentes divisions, tel qu'annoncée précédemment, était valable. Cette vente a généré un produit de 4,1 millions \$ US payé comptant. Il est ainsi devenu évident que la vente de cette division était rationnelle puisque plusieurs clients de Mitec ont continué de mettre de la pression sur les demandes de baisse de prix demandées aux fournisseurs résultant en plusieurs cas d'abandon des affaires au cours de cette dernière année.

Suite à la fin de l'année financière, le 16 mai 2011, la Société a conclu une entente de vente de sa division Passive Satcom pour une considération brute de 2.9 millions \$ payable comptant. Cette transaction a ainsi continué d'améliorer le bilan de Mitec. Mitec continue d'opérer ses divisions pour les télécommunications sans fil en Amérique du nord, pour VSAT et pour le secteur militaire et a conclu avec les acheteurs dans le cadre du dessaisissement des actifs de Mitec en Chine des ententes de fabrication à grand volume pour plusieurs de ses lignes de produits.

Le 11 juillet 2011, la Société a annoncé qu'elle a été sélectionnée pour participer à la récente phase du programme de développement des infrastructures de l'administration régionale Kativik (« ARK »), en fournissant des composantes pour soutenir l'infrastructure du réseau et des services dans les villages Inuits du Nunavik, la région extrême nord du Québec. Le financement de cette phase du programme de développement des infrastructures régionales a été assuré par Industrie Canada, le gouvernement du Québec, TéléSAT et l'ARK. Les livraisons auront lieu au deuxième trimestre de l'exercice financier 2012.

Le 13 avril 2011, la Société a annoncé que Jeffrey A. Mandel, à ce moment président exécutif de la société, avait également été nommé au poste de président et chef de la direction. M. Mandel remplaçait Daniel Piergentili qui a remis sa démission et annoncé qu'il ne siègerait plus au conseil d'administration de Mitec. M. Piergentili a accepté d'assister la Société durant la période de transition.

Le 28 février 2011, tel que décrit ci-dessus, la Société a annoncé qu'elle avait conclu avec succès une opération portant sur la vente de ses activités de conditionnement RF et de ses actifs basés à Suzhou, en Chine, avec HK Weishun Int'l Limited, pour lesquels elle a obtenu un produit en espèces de 4,1 millions \$ US.

Le 9 février 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un accord d'approvisionnement d'une valeur s'élevant à 1,0 million \$ en vue de fournir des guides à ondes flexibles à l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au monde, laquelle exerce ses activités dans le secteur de réseautage à large bande fixe, mobile et convergent.

Le 8 février 2011, la Société a annoncé qu'elle avait remboursé le solde d'une facilité de crédit à terme de 0.5 million \$ qu'elle avait obtenue en octobre 2010 pour répondre à ses besoins de trésorerie immédiats et qui n'était plus nécessaire.

Le 17 décembre 2010, la Société a transmis des renseignements additionnels concernant le communiqué du 30 novembre 2010 et a annoncé que le contrat qui avait été attribué par Lockheed Martin Corporation visait la fourniture de composantes de divers systèmes de radar à bord des 12 frégates de patrouille de la flotte de la marine canadienne. Les livraisons ont débuté au cours du quatrième trimestre de l'année fiscale 2011.

Le 16 décembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu ce qui devrait être la première d'une série de nouvelles commandes pour ses filtres d'atténuation d'interférences pour une mise à niveau d'un réseau en Afrique.

Le 16 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action ordinaire pour un produit brut de 0.8 million \$. En plus de la participation de Jeffrey Mandel et Hubert Marleau à travers Palos Merchant Bank LP (anciennement Palos Capital Pool LP), deux membres du conseil, plusieurs investisseurs institutionnels ont participé à ce placement privé. L'essentiel du produit net de ce placement privé a été utilisé pour supporter les besoins de Mitec en fonds de roulement requis suite à l'augmentation de son carnet de commandes.

Le 20 octobre 2010, la Société a annoncé qu'elle a reçu d'un important fournisseur mondial de télécommunications de nouvelles commandes de composantes pour les réseaux 4G de prochaine génération fondés sur la technologie « LTE ». Ces commandes, qui font suite à une entente d'approvisionnement annoncée précédemment et pour laquelle Mitec a été retenue à titre de fournisseur privilégié, ont été livrées à des fins d'essai de réseau.

Le 14 octobre 2010, la Société a annoncé la signature d'une entente portant sur une facilité de crédit à terme de 0.5 million \$. Les participants au financement comprenaient le président et chef de la direction de Mitec, Daniel Piergentili, et son président exécutif, Jeffrey Mandel, Palos Capital Pool L.P. et une firme d'investissements privés de la région de Montréal. Mitec a également annoncé qu'elle a engagé Palos Management Inc. (« Palos ») à titre de conseiller financier exclusif afin de fournir des services de recherche de capitaux à Mitec.

Le 8 septembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu de nouvelles commandes pour ses amplificateurs à ondes multiples montés sur tour (« TMB ») pour les fréquences 850MHz et 1800 MHz. Les TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de Mitec et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels afin d'augmenter la bande passante dans les réseaux sans fil.

Le 25 août 2010, Mitec avait reçu une première commande de ce même client mentionné ci-dessus mais pour la fréquence de 850 MHz.

Le 3 août 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de Block convertisseur-élévateur (« BUC ») VSAT. Les produits ont été livrés au cours du deuxième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année. Le client participe actuellement à un projet d'expansion d'un réseau en Afrique, où il existe une forte demande pour les systèmes de communications satellitaires bi-directionnelles qui permettent la croissance des services multimédias, voix et données dans les régions qui présentent des défis sur le plan géographique.

Le 20 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend s'attendait à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011. La fabrication de ces composantes a lieu à l'usine chinoise de la Société.

Le 15 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement a été fabriqué à l'usine chinoise de la Société et livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011.

Le 7 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une première commande pour livraison avant le 31 juillet 2010 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices. Ce nouveau client de Mitec est une entreprise canadienne en télécommunications. La solution 3G de Mitec permet aux entreprises de télécommunications de réduire leurs coûts d'exploitation tout en livrant des services de prochaine génération à un coût plus bas que celui des architectures de réseau actuelles.

Le 15 juin 2010, la Société a annoncé qu'elle avait procédé à ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux 4G de prochaine génération fondés sur la technologie LTE à une compagnie de télécommunications globale importante. Ces dernières qui ont générées des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ font partie d'une plus grande initiative prévue qui devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières qui sont dérivés des états financiers consolidés audités des trois derniers exercices:

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	<b>2011</b> \$	2010 \$	2009 \$
Chiffre d'affaires	<b>15 690</b>	19 218	21 432
Bénéfice brut	<b>3 790</b>	3 992	5 687
Frais de recherche et développement	<b>1 716</b>	2 888	3 616
Frais de vente et d'administration	<b>4 802</b>	5 615	5 879
Perte nette provenant des activités poursuivies	<b>(4 704)</b>	(9 301)	(5 380)
Perte nette	<b>(3 372)</b>	(11 447)	(4 608)
Perte nette par action de base et diluée			
Activités poursuivies	<b>(0,02)</b>	(0,04)	(0,02)
Perte nette	<b>(0,01)</b>	(0,05)	(0,02)
Total de l'actif	<b>16 805</b>	20 704	30 321
Dette à long terme	<b>1 578</b>	1 157	1 215
Trésorerie, Trésorerie mise en dépôt légal et placements à court terme	<b>2 521</b>	1 733	2 720

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2011

### Chiffre d'affaires

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2011 le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies s'est élevé à 15,7 millions \$, une diminution de 18% ou 3,5 millions \$, par rapport à 19,2 millions \$ l'année précédente. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est largement imputable à une diminution de 3,6 millions \$ dans le secteur Communications par satellite au cours des premiers six mois de l'exercice lorsque comparé à l'année précédente. La raison principale de cette diminution est attribuable à la situation difficile de trésorerie dans laquelle se trouvait Mitec en début d'exercice, ce qui a résulté en l'incapacité pour Mitec de soumissionner sur certains projets. Après avoir résolu ces problèmes, en outre en ayant réussi à lever du financement temporaire puis par voie d'émission d'actions, Mitec a pu recommencer à se démarquer sur les marchés.

Au cours de cette période, Mitec a dû affronter une concurrence accrue tant sur les marchés VSAT et Passive puisque des produits technologiques de pointe des compétiteurs de Mitec ont fait leur entrée lors de l'exercice en cours. La division militaire a enregistré une augmentation de 28% de son chiffre d'affaires au cours du présent exercice suite à la qualification de 2 produits additionnels dans le cadre de programme de la défense américaine.

Le chiffre d'affaires du secteur d'activité sans fil a augmenté de 50 \$, ou 4% par rapport à l'exercice précédent, une faible augmentation entraînée principalement par le retard dans la terminaison des essais présentement en cours aux Etats-Unis. Ces résultats ne tiennent pas compte du chiffre d'affaires du segment RF réalisé en Chine depuis le dessaisissement des actifs au cours de l'exercice en cours et que les résultats ont été divulgués dans les activités abandonnées. Les produits sans fil sont déployés dans les essais pratiques aux Etats-Unis et en Inde et les résultats sont attendus au deuxième trimestre de 2012.

Le changement de stratégie de ventes du secteur d'activité sans fil, avec l'introduction d'une série de nouvelles solutions et lignes de produits développés lors des exercices antérieurs, ont réussi à qualifier plusieurs des solutions de couverture auprès de grands fournisseurs internationaux d'opérateurs de télécommunications et de réseaux.

Suite aux résultats des essais en Inde et en Amérique du nord et en assumant des résultats favorables, la Société s'attend à un volume de ventes supplémentaires.

La Société a développé de nouvelles lignes de produits sur le marché du sans fil afin de répondre à la demande toujours croissante de bande passante de même qu'à solutionner les problèmes d'interférence sur les réseaux pour les équipementiers et les opérateurs de réseaux sans fil et ainsi permettre de se différencier face à la compétition actuelle mondiale. Ces produits et solutions incluent les diplexeurs, les TMB combinés aux amplificateurs de puissance élevés (« TMA ») ainsi que les systèmes réseau d'antennes distribuées (« DAS »).

Les ventes du secteur Communications par satellite ont diminué de 3,6 millions \$, ou 20%, pour atteindre 14,5 millions \$ par rapport à l'année précédente. Tel que mentionné précédemment, la pression sur les prix entraînée par les compétiteurs a rendu la situation très difficile pour Mitec à réaliser ses objectifs opérationnels en vue de démontrer une profitabilité durable. De plus, la situation difficile de trésorerie dans laquelle se trouvait Mitec en début d'exercice a résulté en l'incapacité pour Mitec de soumissionner sur certains projets. Finalement, la force du dollar canadien lorsque comparée au dollar américain a eu un impact négatif d'environ 0,6 million \$. Malgré ces difficultés, la Société a réussi à augmenter sa pénétration sur le marché VSAT grâce au lancement de nouveaux produits qui ont suscité beaucoup d'intérêts et ont été établis comme la gamme standard de produits. Cette gamme de produits a différencié la Société de sa compétition. Bien que la comptabilisation des frais de R&D et de marketing ait eu un impact sur leur rentabilité initiale en phase de lancement, la Société s'attend à un accueil favorable à long terme de ces produits par ses clients.

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
<b>2011</b>	<b>52%</b>	<b>13%</b>	<b>14%</b>	<b>21%</b>
2010	61%	22%	10%	7%
2009	36%	17%	33%	14%

## Bénéfice brut

Le bénéfice brut des activités poursuivies pour l'exercice 2011 a diminué de 0,2 million \$ à 3,8 millions \$ comparativement à 4,0 millions \$ l'année précédente. La variation négative du bénéfice brut de seulement 0,2 million \$ lorsque comparé à la baisse importante des revenus de 3,3 millions \$ démontre bien que Mitec a réussi à identifier les marchés démontrant des marges bénéficiaires brutes acceptables. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,1 million \$ négatif, une diminution de 0,2 million \$ lorsque comparée à l'exercice fiscal précédent. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a atteint 3,9 millions \$ et est resté inchangé par rapport à l'année précédente.

Le marché militaire de Keragis, où la Société enregistre de meilleures marges sur sa gamme de produits, et les avantages de la production d'un plus grand volume pour les guides à ondes flexibles ont contribué à enregistrer un bénéfice brut acceptable. Le changement de stratégie de ventes du secteur d'activité sans fil, avec l'introduction d'une série de nouvelles solutions et lignes de produits développés lors des exercices antérieurs, n'a pas encore atteint les résultats attendus; résultats qui devraient démontrer un bénéfice brut acceptable pour l'exercice 2012.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	2011 \$	2010 \$	2009 \$
Télécommunications % du chiffre d'affaires	<b>(67)</b> <b>(5,4%)</b>	117 10,0%	49 5,7%
Communications par satellite % du chiffre d'affaires	<b>3 857</b> <b>26,7%</b>	3 875 21,5%	5 638 27,4%

## Frais de recherche et développement

Les frais de R&D, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2011 ont été de 1,7 millions \$ comparés à 2,9 millions \$ pour l'exercice 2010. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements dans le secteur des communications sans fil puisque ces produits entament les dernières étapes d'approbation en Amérique du Nord et en Inde. Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses de R&D dans le développement des nouveaux produits pour le marché militaire réalisé par sa filiale américaine Keragis. La Société a l'intention de maintenir la R&D directement ou indirectement, pour assurer que son investissement génère une rentabilité à long terme acceptable. Au cours des deux derniers trimestres, plusieurs nouvelles gammes de produits ont été introduites et entrent maintenant dans la phase de ventes commerciales. Toutefois, étant donné que certaines opportunités nécessitent parfois une personnalisation des produits pour les clients, un effort additionnel en R&D peut être requis. La Société a continué de supporter sa croissance et a maintenu ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de demeurer en avant de la compétition et de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés aux opérateurs de réseaux de télécommunications ainsi qu'à l'industrie des télécommunications sans fil, mobile et fixes. La Société a aussi poursuivi ses efforts de développement de produits de programmes clés pour les marchés reliés aux VSAT ainsi qu'aux programmes militaires américains.

## Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2011 ont été de 4,8 millions \$ comparativement à 5,6 millions \$ pour l'exercice 2010. Cette diminution résulte des initiatives de réductions de coûts à travers toute l'organisation qui ont été implantées durant l'exercice ainsi que par la diminution de l'amortissement des actifs incorporels suite à la dépréciation enregistrée en 2010.

## Charges financières

Les charges financières ont atteint 0,8 million \$ durant l'exercice courant comparativement à 0,8 million \$ pour l'exercice 2010.

## Rémunération à base d'actions

Le montant de la charge constaté au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 0,1 million \$ pour l'exercice 2011 soit une diminution de 0,1 million \$ comparativement à l'exercice précédent. La Société n'a émis aucune option d'achat d'actions pendant l'exercice 2011 comparativement à 500 pour l'exercice précédent. La Société fait une estimation de la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2011, 14 039 000 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 13 558 400 étaient exerçables.

## Perte à la cession et dépréciation des immobilisations corporelles

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel, outillage, mobilier et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 70 \$ (2010 – 30 \$) ont été radiées. Au cours de l'année, une perte à la cession d'immobilisations corporelles de 10 \$ (2010 – un gain de 30 \$) a été comptabilisé.

## Dépréciation des actifs incorporels

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Durant l'exercice, la Société a déterminé que la baisse de la valeur boursière de la Société représentait un événement significatif qui laisse croire que certains actifs incorporels pourraient ne plus avoir de valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 70 \$, les logiciels avec une valeur comptable de 20 \$ et la technologie brevetée avec une valeur comptable de 90 \$ ont été radiées. En 2010, la liste de clients avec une valeur comptable de 30 \$ et la technologie brevetée avec une valeur comptable de 30 \$ ont été radiés.

## Impôts sur les bénéfices

La Société n'a encouru aucune charge d'impôt au cours de l'exercice 2011 comparativement à une charge de 0,1 million \$ reliée à l'ajustement d'impôts lié aux pertes en 2010.

## Activités abandonnées

Suite à la transaction de vente, les opérations de Mitec Communications Ltd et Mitec Telecom (Suzhou) Company Ltd, qui ont été incluses dans des résultats du secteur d'activité Télécommunications ont été enregistrées comme activités abandonnées. Les revenus ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 35%, à 8,4 millions \$, comparativement à l'exercice précédent. L'augmentation était une conséquence de commandes importantes reçues d'un client chinois. Le bénéfice brut s'est amélioré de 1,3 millions \$ passant d'un montant négatif de 0,3 million \$ à 1,0 million \$ à la suite d'un meilleur mix des ventes qui considérait des commandes importantes de produits matures. La perte découlant des activités abandonnées a diminué de 2,0 millions \$, une conséquence de l'augmentation du bénéfice brut combinée au fait que les dépenses directes de R & D et de ventes et administration ont été considérées comme des coûts que pour 10 mois durant l'année fiscale en cours.

## Perte nette

Pour l'exercice 2011, la perte nette des activités poursuivies s'est chiffrée à 4,4 millions \$, ou 0,02 \$ par action, une amélioration de 4,9 millions \$ comparativement à une perte de 9,3 millions \$, ou 0,04 \$ par action, pour l'exercice 2010. La direction est persuadée que ses nouvelles gammes de produits, que le programme de compression des dépenses mis en place et l'amélioration générale des conditions commerciales, combinés avec le mandat de la Société pour identifier et évaluer les différentes opportunités dans le marché sans fil constituent la base pour l'amélioration de ses résultats.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation de la Société fluctuent d'un trimestre à l'autre, ou d'une année à l'autre, basé sur les besoins des clients et le calendrier des commandes. La Société a connu des fluctuations dans sa revue trimestrielle des résultats d'exploitation et s'attend à ce que ces fluctuations continuent d'exister. L'exercice 2011 a été une période extraordinairement difficile à prédire pour la Société compte tenu de la période de volatilité pour l'économie globale alors que le financement et les sources de crédit étaient difficiles à obtenir pour les fournisseurs dans le domaine des télécommunications. De plus, certaines ventes de la Société sont sujettes à des risques technologiques importants. En conséquence, la préparation des états financiers de la Société repose sur des estimations faites par la direction du chiffre d'affaires et des coûts requis afin de compléter les commandes. Bien que l'objectif de la direction soit d'assurer la rentabilité à long terme de la Société, il ne peut y avoir aucune assurance que le niveau de rentabilité ne variera pas considérablement selon les périodes trimestrielles ou annuelles.

Les niveaux de dépenses de la Société reposent en grande partie sur ses attentes en matière de chiffre d'affaires futur relatifs aux divers programmes auxquels la Société est impliquée. En conséquence, la Société peut ne pas être capable de modifier le niveau des dépenses en temps opportun pour compenser toute diminution inattendue du chiffre d'affaires et la Société pourrait augmenter ses dépenses de façon anticipée afin de répondre à une augmentation du chiffre d'affaires prévue. Toute diminution importante du chiffre d'affaires pourrait donc avoir un effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Société.

	2011				2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>4 464</b>	3 595	3 677	3 954	4 456	4 249	5 732	4 781
Bénéfice brut	<b>796</b>	1 028	1 337	629	1 105	970	1 061	856
Frais de recherche et de développement	<b>22</b>	495	609	590	659	859	510	860
Frais de vente et d'administration	<b>1 397</b>	1 031	1 268	1 107	1 538	1 489	1 400	1 188
Perte nette provenant des activités poursuivies	<b>(1 876)</b>	(863)	(774)	(1 191)	(4 677)	(1 817)	(1 068)	(1 739)
Perte nette pour la période	<b>(365)</b>	(953)	(712)	(1 342)	(5 237)	(2 305)	(1 837)	(2 068)
Perte nette par action – de base et diluée:								
- Activités poursuivies	<b>(0,01)</b>	(0,00)	(0,00)	(0,01)	(0,02)	(0,01)	—	(0,01)
- Perte nette	<b>(0,00)</b>	(0,00)	(0,00)	(0,01)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	<b>70</b>	—	—	—	34	—	—	—
- Dépréciation de l'écart d'acquisition	<b>—</b>	—	—	—	1 991	—	—	—
- Dépréciation des actifs incorporels	<b>92</b>	—	—	—	724	—	—	—
Total de l'actif	<b>16 805</b>	19 025	20 512	19 199	20 704	23 714	26 485	28 954
Dette à court terme et dette à long terme	<b>1 578</b>	1 460	1 382	1 268	1 157	1 136	1 057	1 317
Trésorerie, trésorerie mise en dépôt légal et placements à court terme	<b>2 521</b>	607	877	521	1 733	1 782	1 648	1 873

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 30 avril se résument comme suit :

	Télécommunications		Communications par satellites		Montants consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>148</b>	146	<b>4 316</b>	4 310	<b>4 464</b>	4 456
Coût des ventes	<b>310</b>	139	<b>3 358</b>	3 212	<b>3 668</b>	3 351
Bénéfice brut (perte brute)	<b>(162)</b>	7	<b>958</b>	1 098	<b>796</b>	1 105

Les informations pour chaque secteur pour les douze mois terminés les 30 avril se résument comme suit :

	Télécommunications		Communications par satellites		Montants consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>1 225</b>	1 172	<b>14 465</b>	18 046	<b>15 690</b>	19 218
Coût des ventes	<b>1 292</b>	1 055	<b>10 608</b>	14 171	<b>11 900</b>	15 226
Bénéfice brut (perte brute)	<b>(67)</b>	117	<b>3 857</b>	3 875	<b>3 790</b>	3 992

## RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2011 a atteint 4,5 millions \$, représentant une augmentation de moins de 1 % par rapport à la même période l'an dernier. Le secteur communications par satellite a connu son meilleur trimestre depuis les 6 derniers trimestres. Les ventes de Keragis pour le dernier trimestre ont augmenté à 0,7 million \$ par rapport à 0,5 million \$ un an plus tôt, résultat de la qualification de 2 produits supplémentaires au programme de défense américain. Par opposition, le secteur VSAT a connu une diminution de 0,2 million \$ passant de 3,8 millions \$ à 3,6 millions \$, principalement à cause de la faiblesse du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les ventes du secteur télécommunications s'élèvent à 0,1 million \$ pour le dernier trimestre de l'exercice 2011, restant inchangées par rapport à la même période de l'exercice précédent. La Société a réussi à qualifier plusieurs de ses solutions de couverture avec de grands fournisseurs internationaux.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	2011				2010			
	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$
Télécommunications	<b>148</b>	235	147	695	146	227	537	262
% du total du chiffre d'affaires	<b>3,3%</b>	6,5%	4,0%	17,6%	3,3%	5,3%	9,4%	5,5%
Communications par satellites	<b>4 316</b>	3 359	3 530	3 260	4 310	4 021	5 196	4 519
% du total du chiffre d'affaires	<b>96,7%</b>	93,5%	96,0%	82,4%	96,7%	94,7%	90,6%	94,5%

## Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'élevait à 0,8 million \$, une baisse de 0,3 million \$ comparative-ment aux 1,1 millions \$ enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2010. Pendant que les marges s'améliorent dans le secteur militaire, le secteur VSAT continue à connaître des marges plus basses par rapport aux exercices précédents puisque le volume reste bas et les frais fixes représentent une grande partie du coût des ventes. De plus, le secteur VSAT est touché négativement par la force de valeur du dollar canadien puisque la majeure partie de la production est faite au Canada. Le secteur Télécommu-nications a connu un trimestre difficile pendant l'introduction des nouvelles lignes de produits qui a nécessité l'adaptation de ses produits aux besoins spécifiques des clients et de la R&D additionnelle. Le bénéfice brut a de plus été affecté dans ce secteur par un volume moins élevé et une appréciation du dollar canadien.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	2011				2010			
	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$
Télécommunications	<b>(162)</b>	(97)	67	125	7	(45)	196	(41)
% du chiffre d'affaires	<b>(110,9%)</b>	41,3%	45,6%	18,0%	4,8%	19,8%	36,5%	(15,6%)
Communications par satellite	<b>958</b>	1 125	1 271	503	1 098	1 015	865	897
% du chiffre d'affaires	<b>22,2%</b>	33,5%	36,0%	15,4%	25,5%	25,2%	16,6%	19,9%

## Frais de recherche et développement

Les frais de R&D, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 ont diminué de 98 %, passant de 0,7 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2010 à 22\$. Au cours du trimestre, Mitec a enregistré des crédits d'impôts pour les années précédentes, ce qui explique la variation importante pour le trimestre. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit de manière importante ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits capables de générer une profitabilité à long terme. Cependant, les frais de R&D ont diminué et la Société s'attend à ce que cette tendance continue comme faisant partie de sa stratégie générale visant à concentrer la R&D sur les secteurs spécifiques du marché et à considérer l'approvisionnement extérieur lorsque cela est possible.

## Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 ont diminué de 9 %, passant de 1,5 millions \$ à 1,4 millions \$. La diminution est le résultat du programme de réduction des dépenses initié durant le présent exercice.

## Perte nette

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 1,9 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 4,7 millions \$, ou 0,02 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2010. La perte découlant des activités poursuivies pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 incluait une charge comptable de 2,7 millions \$ pour la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels associés à l'acquisition antérieure de Keragis.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des bénéfices basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). L'amortissement inclut la perte sur disposition, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et la dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, de l'écart d'acquisition et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la facilité de crédit et sur la dette à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs découlant de ses opérations. La Société a également présenté le BAIIA ajusté provenant de ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non audités pour les huit derniers trimestres. De plus, il présente également le BAIIA ajusté.

	2011				2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte nette découlant des activités poursuivies	(1 876)	(863)	(774)	(1 191)	(4 677)	(1 817)	(1 068)	(1 739)
Impôts sur les bénéfices	—	—	—	—	242	(39)	(39)	(39)
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, de l'écart d'acquisition et des placements	370	267	258	219	3 076	364	339	364
Intérêts	185	228	203	182	287	153	214	149
BAIIA	(1 321)	(368)	(313)	(790)	(1 072)	(1 339)	(554)	(1 265)
Effet des pertes de change et de la rémunération à base d'actions	803	131	28	(76)	297	319	38	454
BAIIA ajusté	(518)	(231)	(281)	(866)	(775)	(1 020)	(516)	811

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 2,5 millions \$ de trésorerie, trésorerie mise en dépôt légal et placements à court terme au 30 avril 2011, comparativement à 1,7 millions \$ au 30 avril 2010, ce qui pourrait ne pas être suffisant pour assurer la bonne marche de ses opérations et ses besoins de dépenses d'investissements. De l'information additionnelle est disponible plus bas dans ce document à la section « incertitude quand à la continuité des exploitations » en ce qui concerne les liquidités et les ressources en capital.

Le fonds de roulement a diminué de 7%, passant de 7,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2010 à 7,1 millions \$ à la fin de l'exercice courant. Cependant, en excluant le fond de roulement des activités abandonnées de la division chinoise, le fond de roulement a augmenté de 1,4 millions \$.

### Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation ont été de 2,9 millions \$, une augmentation du flux de trésorerie consommé de 1,0 millions \$ lorsque comparés à 1,9 million \$ de l'exercice précédent. La baisse du profit brut et le programme de réduction des coûts discutés plus haut ont été les facteurs principaux. Suite à la vente de la division chinoise, la Société a réduit ses crédettes de manière significative, générant un impact négatif sur les flux de trésorerie d'exploitation.

### Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 3,0 millions \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2011 en raison du produit de disposition réalisé sur la vente de la division chinoise. En 2010, les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement se sont élevés à 0,1 million \$.

### Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des entrées de fonds de 40 \$. La Société a conclu un placement privé ayant généré un produit net de 0,7 million \$, impliquant l'émission de 55 166 667 actions ordinaires au prix de 0,01425 par action. Le produit de cette émission a été utilisé principalement pour rembourser la facilité de crédit de 0,7 million \$. La Société a aussi obtenu un financement supplémentaire provenant d'un emprunt à terme de 0,5 million qui a été remboursé à partir du produit de disposition de la division chinoise. En 2010, les sorties de fonds liées aux activités de financement s'élevaient à 1,0 million \$, suite à l'émission de 1,7 millions \$ de débetures convertibles et au remboursement de 1,4 millions \$ de l'emprunt à long terme et une rentrée de fonds de 0,7 million \$ provenant de sa facilité de crédit récemment autorisée.

## GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividende à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant l'exercice.

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	<b>1 578</b>	1 157
Capitaux propres	<b>11 180</b>	12 753
	<b>12 758</b>	13 910

## INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport de gestion sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de la société, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 134,8 millions \$ au 30 avril 2011. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés.

Au courant de l'exercice, la Société a conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a.** La Société a levé un financement additionnel par l'intermédiaire d'un prêt à terme d'un montant de 0,5 million \$;
- b.** La Société a complété un placement privé portant sur l'émission de 55 166 667 actions ordinaires au prix de 0,01425 \$ par action ordinaire pour un produit net de 0,7 millions \$;
- c.** La Société a vendu ses filiales Mitec Communications Ltd. et Mitec Telecom (Suzhou) Company Ltd., pour une contrepartie en espèces de 4,1 millions \$ US.
- d.** Suite à la transaction mentionnée ci-dessus, la Société a remboursé sa facilité de crédit et son prêt à terme qui avaient des soldes impayés de 0,7 millions \$ et 0,5 millions \$ respectivement;
- e.** Après la fin de l'exercice, la Société a vendu certains actifs de son exploitation de composantes classiques de communications par satellites pour une contrepartie en espèces de 2,9 millions \$.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

- 1.** Explorer diverses possibilités reliées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs ou l'acquisition d'actifs ou de secteurs d'activités complémentaires ou comportant des synergies;
- 2.** Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme;
- 3.** Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions.

La Société continue à évaluer plusieurs opportunités en accord avec ces objectifs et s'attend à ce que plusieurs étapes soient réalisées en 2012 au fur et à mesure que la Société en exécute une ou plusieurs.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations et/ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales méthodes comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés audités. Les estimations critiques inhérentes aux méthodes comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Impôt sur le revenu et aide gouvernementale**

La Société estime l'impôt à payer en utilisant les déclarations de revenus non consolidés pour chaque filiale et évalue si tout montant doit être inclus comme récupérable ou exigible. La direction a examiné différents avis de cotisations et des avis de nouvelle cotisation et conclu qu'au 30 avril 2011 que la provision était adéquate.

### **Actifs d'impôts futurs**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et la provision constituée au 30 avril 2010 a été jugée adéquate.

### **Constatation des produits d'exploitation**

La Société constate les revenus provenant de la vente de produits lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les produits sont expédiés aux clients, que les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés aux clients, que le recouvrement est raisonnablement assuré et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

La Société génère des revenus de la vente d'équipements de télécommunication et d'équipements pour satellites. Les revenus provenant de la vente d'équipements sont reconnus lors de l'expédition et lorsque toutes les obligations contractuelles importantes ont été rencontrées et le recouvrement est raisonnablement assuré. Les provisions pour garantie, les retours sur ventes et autres indemnités au moment de l'expédition sont basées sur des conditions contractuelles et les réclamations prévues.

## Conversion de devises

### a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises étrangères sont inclus dans le calcul du résultat net. .

### b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011), Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011), et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

## Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options d'achat actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2011, un total de 14 039 000 options d'achat d'actions étaient en cours dont 13 558 400 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour l'évaluation des options d'achat d'actions émises. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur des options est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

## MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Modifications comptables

Au cours de l'exercice, la Société a adopté la modification de norme comptable au chapitre 1506 qui a été publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Le chapitre 1506 a été modifié pour exclure de son champ d'application les changements dans les conventions comptables lors du remplacement complet de la base première de comptabilisation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### Consolidation des états financiers

En octobre 2008, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises (le « chapitre 1582 »), conjointement avec le chapitre 1601, États financiers consolidés (le « chapitre 1601 »), et le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle (le « chapitre 1602 »). Le chapitre 1582, qui remplace le chapitre 1581 du manuel de l'ICCA, Regroupements d'entreprises, établit les normes pour la mesure d'un regroupement d'entreprises et de la reconnaissance et de l'évaluation des actifs et passifs acquis. Le chapitre 1601, qui remplace le chapitre 1600 du manuel de l'ICCA, reprend les orientations actuelles en vigueur au Canada sur les aspects de la préparation des états financiers consolidés à la suite de l'acquisition autres que les participations sans contrôle. Le chapitre 1602 établit des directives pour le traitement des participations sans contrôle à la suite de l'acquisition par un regroupement d'entreprises. Ces nouvelles normes sont en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'adoption anticipée étant permise à compter du début de l'exercice. Comme les nouvelles normes sont substantiellement équivalentes à la norme révisée IFRS3, la Société adoptera la nouvelle norme au sein de son passage aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS »).

### Accord de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparées et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Cet abrégé doit être appliqué prospectivement pour les accords de prestations multiples générateurs de produits intervenus ou modifiés de façon significative durant les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est permise et doit être appliquée rétrospectivement à partir du début de l'exercice d'adoption choisi. Le CPN-142 est effectif jusqu'à l'adoption du CPN-175. La Société évalue actuellement l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

## Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers intermédiaires du premier trimestre de son année fiscale 2012 et ces derniers devront inclure des informations financières annuelles et intermédiaires retraitées pour 2011 afin qu'elles soient compatibles avec les nouvelles normes IFRS, ainsi que les rapprochements des capitaux propres et du bénéfice net pour les montants précédemment présentés selon les PCGR canadiens.

## NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables (« CNC ») du Canada a confirmé la convergence des PCGR du Canada qu'utilisent les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes avec les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Le basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 en commençant par ses états financiers intérimaires du premier trimestre en date du 31 juillet 2011. Bien que les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadien, il existe des différences importantes dans les politiques comptables qui peuvent affecter les processus de la Société et ses résultats financiers de manière significative.

### Plan de mise en œuvre

Pour répondre aux besoins du processus de basculement, la Société a élaboré un plan relatif au projet et y a affecté diverses ressources.

Le projet de transition aux IFRS de la Société a été modifié durant le dernier trimestre afin d'étendre la phase 2 « Analyse des répercussions et conception » et le processus comprend maintenant quatre étapes : évaluation diagnostique et planification, évaluation détaillée, conception et mise en œuvre.

**Première étape : Évaluation diagnostique** – Cette étape consiste en l'élaboration du plan de transition aux IFRS et en l'identification initiale des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS.

**Deuxième étape : Analyse détaillée** – Cette étape consiste en une analyse exhaustive des différences entre les méthodes comptables actuelles de la Société et les exigences des IFRS, en vue d'en évaluer l'incidence sur la Société, et comprend la sélection des méthodes IFRS et l'évaluation et la sélection des exemptions de l'IFRS 1, ainsi que les choix pour la première application des IFRS. L'analyse détaillée vise aussi à permettre de cerner les besoins en formation et de déterminer les éventuels changements à apporter aux processus opérationnels et aux systèmes d'information.

**Troisième étape : Conception** – Cette étape met l'accent sur l'élaboration d'un gabarit des états financiers et des notes y afférentes selon les IFRS, sur l'évaluation quantitative de l'incidence des changements sur les états financiers de la Société et sur la formation des employés. De plus, c'est au cours de cette étape qu'est effectuée la conception des changements à apporter aux processus opérationnels et aux systèmes d'information, ainsi que des changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière qui résultent de la conversion des méthodes comptables.

**Quatrième étape : Mise en œuvre** – Cette étape comprend la mise en œuvre des changements touchant les systèmes, les processus opérationnels et les contrôles internes, le maintien d'une comptabilité en parallèle selon les PCGR du Canada et les IFRS, et la préparation de rapprochements détaillés entre les états financiers selon les PCGR du Canada et les états financiers selon les IFRS.

### État actuel du plan de basculement aux IFRS de la Société

La Société a terminé l'étape de l'évaluation diagnostique et celle de l'analyse détaillée et elle est bien avancée en ce qui a trait à la troisième étape, soit celle de la conception, y compris la quantification des diverses différences, comme il est décrit ci-après.

Au cours de la période des jalons précis du projet ont été atteints, notamment en ce qui concerne l'avancement ou l'achèvement des activités suivantes :

- l'analyse détaillée des différences entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- l'analyse des choix possibles de méthodes comptables selon l'IFRS 1, Première application des Normes internationales d'information financière (« IFRS 1 ») et des autres normes IFRS qui sont pertinentes pour la Société;
- la quantification de l'incidence du passage aux IFRS sur les états financiers pour ce qui est de certaines différences
- l'établissement des exigences quant aux informations à fournir dans les états financiers IFRS;
- l'établissement de méthodes comptables; et
- l'apport de certaines modifications aux systèmes d'information et aux processus d'affaires.

Dans le cadre du processus de conversion, la direction reçoit l'aide d'un professionnel à plein temps et de conseillers externes et elle a amorcé la phase de mise en œuvre de son plan. Bien que cette quatrième étape ne soit pas encore achevée, la Société ne prévoit pas que ses activités commerciales subiront de changements importants du fait de la transition et elle prévoit finaliser le processus de transition à temps pour produire des états financiers conformes aux exigences des IFRS pour le premier trimestre de présentation de l'information financière de Mitec en 2011.

## Incidence possible de la conversion

La direction a établi que les choix de méthodes comptables conformes aux IFRS et les différences comptables ci-après pourraient avoir la plus grande incidence sur les normes comptables de la Société, mais elle ne prévoit pas que l'adoption des IFRS aura une incidence importante sur les activités de la Société. La liste et les commentaires ne doivent pas être considérés comme représentant la liste exhaustive des changements qui découleront du basculement vers les IFRS, mais ils soulignent plutôt les différences comptables que la Société juge actuellement importantes.

Nonobstant ce qui précède, les projets actuels de l'IASB et de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») pourraient avoir pour effet de modifier certaines des exigences en matière d'IFRS et ainsi avoir une incidence sur les différences provisoires qui suivent. Par ailleurs, compte tenu de l'avancement du projet et des résultats attendus, la Société pourrait modifier ses intentions entre le moment où elle communiquera l'atteinte de ces principaux jalons et la date de présentation de l'information financière. Si d'autres modifications étaient apportées aux lois ou si la conjoncture économique changeait d'ici l'achèvement du projet, la Société pourrait modifier le plan de transition décrit dans le présent document.

## Première application des IFRS

L'adoption des IFRS exige l'application de la norme IFRS 1, laquelle fournit les lignes directrices aux entités à l'égard de l'application initiale des IFRS et précise que, règle générale, les entités doivent appliquer les IFRS de façon rétrospective et que les ajustements rendus nécessaires par suite du basculement des PCGR du Canada vers les IFRS doivent être directement constatés bénéfiques nonrépartis à la date du premier bilan comparatif dressé selon les normes applicables à la fin de la plus récente période couverte par les premiers états financiers selon les IFRS, qui est le 30 avril 2012. Les ajustements transitoires liés aux normes selon lesquelles les chiffres correspondants des exercices antérieurs n'ont pas besoin d'être retraités seront effectués uniquement en date du premier jour de l'exercice d'adoption. Les IFRS prévoient également un certain nombre d'exemptions facultatives relativement à certaines exigences d'application rétrospective des IFRS ainsi que des exceptions obligatoires interdisant l'application rétrospective des normes. Sont décrites ci-après les exemptions facultatives offertes aux termes de la norme IFRS 1, lesquelles, selon la direction, sont importantes pour Mitec, et que la direction prévoit choisir pour la préparation des premiers états financiers de la Société selon les IFRS:

### Exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1

- Regroupement d'entreprises  
L'IFRS 1 prévoit une exemption permettant à une entité de choisir de ne pas retraiter rétrospectivement un regroupement d'entreprises survenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (date de transition) conformément à l'IFRS 3 Regroupement d'entreprises. La Société a choisi de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition.
- Différences cumulatives de conversion  
L'application rétrospective de l'IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères exigerait que la Société établisse le montant cumulé des différences de conversion à partir de la date à laquelle une filiale à l'étranger a été créée ou acquise. L'IFRS 1 permet à une entité choisir de ne pas calculer la différence de conversion rétrospectivement. Lorsque cette option est choisie, le montant cumulé des différences de conversion pour tous les établissements étrangers est réputé nul à la date de transition. Il a été établi que la filiale aux États-Unis et la filiale chinoise de la Société avait une monnaie fonctionnelle différente de celle de la société mère. Comme la Société a choisi d'utiliser cette exemption, elle n'a pas recalculé rétrospectivement le montant cumulé des différences de conversion et tout solde du montant cumulé des différences de conversion a été ramené à zéro à la date de transition. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur le total des capitaux propres étant donné que le solde du montant cumulé des différences de conversion de 0,7 million \$ à la date de transition selon les PCGR du Canada sera appliqué contre les bénéfices non répartis.
- Transaction dont le paiement est fondé sur des actions  
Mitec choisira d'appliquer l'IFRS 2 aux instruments de capitaux propres qui ont été attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis à la date de transition.

### Exemptions obligatoires aux termes de l'IFRS 1

Les estimations antérieurement établies aux termes des PCGR du Canada ne peuvent être révisées en raison de l'application des IFRS, sauf s'il est nécessaire de refléter des différences entre les méthodes comptables.

Outre les exceptions et exemptions facultatives et obligatoires prévues par l'IFRS 1, ce qui suit reflète les différences entre les méthodes comptables conformes aux PCGR du Canada et celles conformes aux IFRS jugées s'appliquant à la Société et ayant un impact significatif, compte tenu de l'analyse faite jusqu'ici.

MÉTHODES COMPTABLES	DIFFÉRENCES IMPORTANTES AU CHAPITRE DU TRAITEMENT COMPTABLE	INCIDENCES IMPORTANTES POSSIBLES
Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	Selon les IFRS, dans le cas des options dont les droits s'acquerraient graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution distincte alors que, selon les PCGR du Canada, les sociétés peuvent choisir de considérer les tranches d'options dont les droits sont graduellement acquis comme une seule attribution. De même, cette norme IFRS exige d'établir les estimations sur les renoncements au moment de l'évaluation initiale à la juste valeur des paiements fondés sur des actions plutôt que de comptabiliser les renoncements à mesure qu'ils se produisent. Par conséquent, la charge de rémunération devra être comptabilisée sur la durée prévue de chaque tranche et elle tient compte de l'incidence des différences dans la comptabilisation des renoncements. Il en résulte donc que la charge de rémunération est constatée plus rapidement que selon les PCGR du Canada.	La Société a établi de façon provisoire que ce nouveau traitement comptable n'aura pas d'incidence notable et qu'aucun ajustement n'est nécessaire.  Des ajustements seront apportés à la charge de rémunération d'ici la fin de 2010, mais le montant définitif n'a pas encore été déterminé.
Dépréciation d'actifs (IAS 36)	Contrairement aux PCGR du Canada, le test de dépréciation selon les IFRS est effectué en regroupant les actifs dans des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») et en comparant la valeur comptable de chaque UGT avec la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente. L'application de cette nouvelle norme pourrait se traduire par des tests de flux de trésorerie actualisés sur de plus petits groupes d'actifs et par la constatation plus fréquente de dépréciation, comparativement aux PCGR du Canada, selon lesquels la valeur comptable des actifs était acceptée en fonction des flux de trésorerie non actualisés. Toutefois, les charges de dépréciation aux termes des IFRS peuvent être contrepassées par la suite pour les actifs autres que l'écart d'acquisition. En outre, aux termes des PCGR du Canada, les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation en tant qu'actifs individuels, tandis que selon les IFRS, les actifs incorporels qui ne génèrent pas de rentrées de fonds par eux-mêmes sont testés comme faisant partie de l'UGT.	La Société a établi l'existence de cinq unités génératrices de trésorerie, mais aucune d'entre-elles ne contient d'écart d'acquisition. Puisqu'il y avait des indices de dépréciation, un test de dépréciation est exigé à la date de transition pour chacune des UGT. La Société a conclu, de façon provisoire, qu'aucune de ces UGT n'avait subi de baisse de valeur à la date de transition.
Immobilisation et amortissement (IAS 16)	Selon les IFRS, lorsqu'une immobilisation corporelle est composée de plusieurs composantes significatives pour lesquelles différentes méthodes et taux d'amortissement sont appropriés, chaque composante significative est comptabilisée séparément (comptabilité par composante significative). Pour Mitec, le bâtiment a été identifié comme étant la somme de composantes significatives pour lesquelles différents taux d'amortissement et d'estimations de vie utile sont appropriés.	La Société a complété son analyse des différentes composantes et a conclu qu'une composante du bâtiment avait une vie utile plus courte. À la date de transition, cette différence a résulté en une augmentation de la dépense d'amortissement d'environ 184 \$.
Effets des variations des cours des monnaies étrangères (IAS 21)	Selon les IFRS, une entité évalue ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges dans sa monnaie fonctionnelle, soit dans le principal milieu économique où elle exerce ses activités. Les IFRS exigent qu'en faisant l'évaluation de la monnaie fonctionnelle pour la société mère et chacune de ses filiales, on devra accorder plus de poids à certains critères. Pour Mitec, plusieurs facteurs doivent être pris en compte au moment d'établir la monnaie fonctionnelle appropriée pour chacune de ses filiales, ainsi que pour ses activités au Canada.	La Société a effectué son évaluation de la monnaie fonctionnelle de chacune de ses entités et elle a conclu que la monnaie fonctionnelle de sa filiale aux États-Unis (Keragis Corporation) était le dollar américain et que la monnaie fonctionnelle de sa filiale chinoise (Mitec Telecom (Suzhou) Company (Ltd) était le Yuan chinois (RMB). La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien, qui est aussi la monnaie de présentation. Au moment de la transition, il n'y a pas d'incidence puisque les actifs et les passifs de ses filiales américaines et chinoises étaient déjà convertis au cours de clôture en vigueur. Le solde du montant cumulé des différences de conversion de 684 \$ à la date de transition selon les PCGR du Canada sera appliqué contre les bénéfices non répartis.

MÉTHODES COMPTABLES	DIFFÉRENCES IMPORTANTES AU CHAPITRE DU TRAITEMENT COMPTABLE	INCIDENCES IMPORTANTES POSSIBLES
Instruments financiers (IAS 32 et IAS 39)	Débiteures convertibles Selon les IFRS, la valeur comptable des instruments composés comme les débiteures convertibles est répartie entre ses composantes du passif et des capitaux-propres de sorte que le passif est comptabilisé à la juste valeur et la composante capitaux propres come le résidu. Les PCGR canadiens permettent que cette allocation soit faite selon la méthode la juste valeur relative de sorte que la juste valeur de la composante des capitaux propres soit mesurée en premier et que le résidu soit alloué à la composante du passif au moment de la constatation initiale.	La Société a une débenture convertible non garantie d'un montant de 1,9 millions \$ portant intérêt à 12% et qui peut être convertie en action au prix de 0,06 \$ par action. Aux termes des PCGR du Canada, la Société a d'abord déterminé la valeur de la composante des capitaux propres et a attribué le montant résiduel du produit à la composante du passif. Basé sur une analyse comparative de dettes similaires et avec l'assistance de spécialistes en évaluation d'entreprise, la direction a déterminé qu'un taux d'intérêt effectif compris entre 27% et 32% était approprié pour évaluer la valeur de la dette. Par conséquent, aucun ajustement de la valeur des composantes n'a été nécessaire puisque le taux effectif de 31% qui a été déterminé selon la méthode des PCGR canadiens se situe à l'intérieur d'une fourchette acceptable.
Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (IAS 37)	Aux termes des IFRS, les provisions et les passifs éventuels sont constatés lorsqu'il est probable (plus probable qu'improbable) qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation. Aux termes des PCGR, ce seuil est plus élevé. Des provisions sont constatées aux termes des PCGR du Canada si une sortie de ressources est probable. Par ailleurs, des différences de mesures existent également. Par exemple, aux termes des IFRS, des provisions sont évaluées au point médian d'une fourchette lorsqu'une estimation sans signal constitue la « meilleure estimation ». Aux termes des PCGR du Canada, le bas de la fourchette est utilisé.	Bien que notre analyse ne soit pas entièrement achevée, nous avons conclu de façon provisoire qu'aucune provision ne nécessite d'être comptabilisée à la date de transition. Il est possible que des provisions supplémentaires soient constatées lorsque notre analyse sera achevée.
Présentation des états financiers (IAS 1)	Il existe un certain nombre de différences entre les IFRS et les PCGR du Canada pour ce qui est de la présentation des états financiers, y compris le classement par fonction ou par nature au compte de résultat.	La Société a décidé d'adopter, pour le compte de résultat, une présentation fondée sur les fonctions. Par conséquent, l'amortissement sera réparti entre les diverses fonctions.
Impôts sur le résultat (IAS 12)	La constatation des impôts différés pour tenir compte des écarts temporaires découlant des transferts inter-sociétés de biens et de la fluctuation des taux change sur les éléments non monétaires est interdite aux termes des PCGR du Canada. Il n'existe aucune exception semblable aux termes des IFRS. Par ailleurs, d'autres écarts importants peuvent inclure la comptabilisation de positions fiscales incertaines, les recherches rétrospectives et les écarts attribuables à la présentation et aux informations à fournir. Nous serons également touchés par l'incidence fiscale possible d'autres modifications aux IFRS indiquées ci-dessus.	L'analyse détaillée et la quantification sont des jalons qu'il nous reste à franchir.

Toutefois, en se fondant sur le travail accompli jusqu'à maintenant, et en raison du fait que tous les changements potentiels aux IFRS qui seront en vigueur à compter du 30 avril 2012 ne sont pas encore connus, la Société ne peut raisonnablement déterminer l'intégralité de l'incidence de l'adoption des IFRS sur sa situation financière et ses résultats futurs.

#### Incidence sur les activités commerciales

Selon la Société, le basculement vers les IFRS ne devrait pas avoir une incidence importante sur ses clauses restrictives, ses contrats et ses autres activités commerciales. La rémunération au rendement de la Société est en grande partie fondée sur l'atteinte et le dépassement de cibles budgétaires et de rendement. Ces cibles sont fixées annuellement conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice 2011, exercice au cours duquel les PCGR du Canada et les normes de présentation s'appliqueront encore. Il pourrait être nécessaire de procéder à une réévaluation au début de l'exercice 2012, lorsque les effets des changements occasionnés par le basculement vers les IFRS seront entièrement connus.

#### Incidences sur les compétences en matière de présentation de l'information financière

Bien que la Société ne s'attende pas à ce que le basculement vers les IFRS exige des changements d'envergure à ses systèmes d'information et à ses compétences en matière de présentation de l'information financière, ces secteurs seront néanmoins touchés puisque la Société doit apporter des changements pour faire en sorte que les systèmes d'information puissent :

- a) suivre les ajustements des IFRS pour l'exercice comparatif 2011;
- b) fournir l'information nécessaire pour tenir compte des changements aux conventions comptables;
- c) créer de nombreux rapports, nouveaux ou modifiés, afin de faciliter la rédaction de notes plus détaillées et la préparation d'une nouvelle présentation requise selon les IFRS. En outre, ces exigences de présentation pourraient demander des modifications à la structure existante des comptes du grand livre général.

Des processus et contrôles seront mis en œuvre afin de s'assurer que la Société pose les jugements appropriés et qu'elle se conforme aux méthodes comptables selon les IFRS qu'elle a choisies.

## ÉVENTUALITÉS

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites, des changements aux impôts payables et à des obligations contractuelles ou autres. Les obligations contractuelles ou autres réfèrent principalement aux ententes de location. La Société enregistre une provision pour éventualités et autres engagements lorsque la perte est probable et peut être estimée. Des changements significatifs au niveau de la raisonnable ou de l'estimation de la perte pourraient résulter en l'enregistrement d'une provision additionnelle.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

	Créditeurs \$	Dettes à long terme \$	Contrats de location- exploitation \$	Total \$
1 an	1 937	1 857	323	<b>4 117</b>
2 – 3 ans	—	—	210	<b>210</b>
Plus de 4 ans	—	—	2	<b>2</b>
	<b>1 937</b>	<b>1 857</b>	<b>535</b>	<b>4 329</b>

## ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 avril 2011, il y avait 276 666 756 actions ordinaires en circulation ainsi que 14 039 000 options d'achat d'actions.

## ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

## OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Conseil d'administration a mandaté son président du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Au cours de l'exercice se terminant le 30 avril 2011, des frais de consultation d'un montant de 199 \$ (2010 – 167 \$) ont été payés à une société contrôlée par le président du conseil d'administration. Cette transaction a été réalisée dans le cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties.

La Société a aussi engagé des honoraires professionnels pour le financement par voie de dette ou de capitaux propres et pour aider la Société à rencontrer ses objectifs financiers, d'un montant de 154 \$ (2010 – néant), à une société dans laquelle 3 administrateurs de Mitec peuvent influencer les décisions. Ces transactions ont été réalisées dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange définie comment étant la valeur établie entre les parties.

## PERSPECTIVES

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

Avec l'introduction de ses solutions de couverture, autant pour les réseaux sans fil fixes ou ses lignes de produits VSAT, Mitec a choisi d'investir dans des créneaux choisis dans les marchés de tailles très importantes que ses clients – parmi les plus grandes corporations et parmi celles enregistrant la plus forte croissance dans les domaines du sans fil et satellitaire dans le monde entier – générera des opportunités importantes pour la Société.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de plus d'un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, microondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

### **Contrôles de communication de l'information**

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2011, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour l'exercice terminé le 30 avril 2011. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2011 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière. Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

## **RISQUES ET ÉVENTUALITÉS**

La Société est sujette à différents facteurs de risque et éventualités liées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement liés à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

### **Risque lié à l'industrie**

Le succès de la Société sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements des clients dans des infrastructures sans fil. Les clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande pour les produits sans fil commerciaux de Mitec pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur les produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent le pouvoir de la Société de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2011, la Société n'avait pas de client qui représentait plus de 10% de son chiffre d'affaires. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits des clients. Par conséquent, la Société écoule ses produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et doit incorporer à ses produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Mitec choisit ses clients en évaluant ses chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci ne sont pas assurées. Si ses clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de ses produits aux exigences d'un autre client peut reporter le moment

où les ventes sont réalisées ou l'empêcher d'offrir ses produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, ses clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de lui imposer une fabrication conjointe ou encore de lui faire directement concurrence, ses produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur ses résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Les résultats trimestriels de la Société ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; la capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur les résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas Mitec dépend de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de ses produits. Si elle ne parvenait pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, la Société risquerait de perdre des clients et la rentabilité pourra en subir les conséquences.

La dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer la capacité de livrer les produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable de subir une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec ses principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si Mitec ne parvenait pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de ses clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Nouveaux produits et changement technologique**

Les marchés pour les produits de la Société sont caractérisés par l'évolution rapide des technologies impliquant l'introduction fréquente de nouveaux produits. Le succès de la Société dépendra dans une large mesure de l'acceptation des nouveaux produits sur les marchés et de la capacité à améliorer les produits existants afin de satisfaire les besoins sans cesse changeants des clients. L'investissement en R&D demeure un élément primordial de l'entreprise, et continuera d'être complété par des technologies externes. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société sera couronnée de succès dans les phases d'identification, de développement, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits. En outre, il ne peut y avoir aucune assurance que les produits ou technologies développées par d'autres ne rendra les produits ou technologies de Mitec non concurrentiels ou obsolètes.

### **Cadres supérieurs et autres employés clés**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions. Ce risque sensiblement diminué suite à la vente de filiales.

### **Conjoncture économique**

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société a une facilité de crédit.

Les résultats d'exploitation futurs de la société dépendront considérablement de la capacité de ses dirigeants et employés clés à gérer les conditions changeantes des affaires, à mettre en œuvre son plan stratégique et à améliorer son contrôle opérationnel, financier et ses systèmes de comptabilisation.

## Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

La société enregistre une dépréciation de valeur sur ses créances séparément des créances brutes. Les mouvements sur le compte de provision pour créances douteuses au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	<b>2011</b>
	<b>\$</b>
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	64
Augmentation de la provision	168
Radiation enregistrée contre la provision	(13)
	<b>219</b>

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2011 et aucun client représentait plus de 10% des débiteurs au 30 avril 2011 (en 2010, aucun client représentait plus de 10% du chiffre d'affaires et deux clients représentaient plus de 10% des débiteurs au 30 avril 2010). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2011, deux clients représentaient 45% des ventes dans le secteur télécommunications (en 2010 – deux clients représentaient 47% des ventes dans le secteur télécommunications).

Au 30 avril 2011, l'âge des débiteurs se détaillait comme suit :

	<b>2011</b>
	<b>\$</b>
Courant	3 221
31 - 60 jours	689
Plus de 61 jours	1 189
Débiteurs	5 099
Moins: provision pour créances douteuses	(219)
	<b>4 880</b>

## Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 30 avril 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 7,1 millions \$ (2010 – 7,6 millions \$). La Société a de la trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créiteurs et charges à payer viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant. Cette facilité, qui demeure sujet aux conditions usuelles, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement et au financement de la croissance de la Société. Au 30 avril 2011, 0 \$ (2010 – 0,7 million \$) ont été utilisés de la facilité de crédit.

## Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. La Société est exposée à de telles variations puisque sa facilité de crédit considère un taux d'intérêt variable. En considérant la facilité de crédit au 30 avril 2011, une variation de 1% de la valeur du taux d'intérêt entraînerait une augmentation diminution du profit net et du résultat étendu de 0 \$. La Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme compte tenu que le taux d'intérêt est fixe.

## Taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie.

Au 30 avril 2011, la Société était exposée à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs et créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	<b>Au 30 avril 2011</b>
	<b>\$ US</b>
Trésorerie	1 611
Débiteurs	2 697
Créditeurs et charges à payer	1 263

Selon les éléments susmentionnés au 30 avril 2011, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes et en se basant sur une exposition nette de la variation de change, une augmentation ou une diminution de 10% de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan chinois entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 304 \$/(304 \$).

## Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont soumises aux lois de l'environnement et aux règlements associés aux risques à la santé humaine et à l'environnement. Les changements à ces lois et à règlements pourraient avoir un effet préjudiciable significatif sur les opérations de la Société et la situation financière. La Société contrôle ces risques par les systèmes d'administration de l'environnement et les politiques.

## Fluctuation du cours des actions

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que des concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de des actions ordinaires de la Société s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Suite à la fin d'année, le 16 mai 2011, la Société a vendu certains actifs relatifs au secteur d'activité satellites, qui consistent en stocks, immobilisations corporelles et actifs incorporels d'une valeur comptable estimative totalisant 2,5 millions \$, pour un produit de disposition brut de 2,9 millions \$ générant un gain estimatif de 0,1 million \$ déduction faite des coûts directs reliés à la disposition.

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 27 juillet 2011. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 27 juillet 2011, 282 666 756 actions ordinaires étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 13 796 000 options d'achat d'actions.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 30 AVRIL 2011 ET 2010

Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Société. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et, le cas échéant, reflètent les meilleures estimations et jugements de la direction. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. La direction est responsable de l'exactitude, de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés, dans les limites raisonnables de leur importance relative, ainsi que de la cohérence des données financières présentées dans le texte du « Rapport de gestion » avec celles contenues dans les états financiers consolidés.

Pour assister la direction dans l'acquittement de ses responsabilités, la Société a recours à un système de contrôle interne sur l'information financière décrit dans le « Rapport de gestion ».

Le comité de vérification de la société est nommé annuellement par le conseil d'administration et se compose uniquement d'administrateurs indépendants de l'externe. Les membres du comité de vérification rencontrent les membres de la direction ainsi que les vérificateurs externes afin de s'assurer que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'examiner les états financiers consolidés. Le comité de vérification soumet son rapport au conseil d'administration dans le but d'approuver les états financiers consolidés destinés aux actionnaires. Le comité de vérification étudie également la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat pour soumission à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires. Les vérificateurs externes BDO Canada LLP/s.r.l. / s.e.n.c.r.l. peuvent, sans aucune restriction, rencontrer les membres du comité de vérification du conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes BDO Canada LLP/s.r.l. / s.e.n.c.r.l., comptables agréés, pour le compte des actionnaires, selon les normes de vérification généralement reconnues du Canada. Leur rapport expose la nature de leur vérification et comporte l'expression de leur opinion sur les états financiers consolidés de la Société.



**JEFFREY A. MANDEL**

Président et Chef de la direction  
4 Août 2011



**BRUNO DUMAIS, CA**

Vice-président et Chef de la direction financière  
4 Août 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### Aux actionnaires de Mitec Telecom Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Mitec Telecom Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 30 avril 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants justifiant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Mitec Telecom Inc. et de ses filiales aux 30 avril 2011 et 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

### Observation

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui indique que la Société cumule un déficit de 134 799 000 \$ au 30 avril 2011, et a subi une perte découlant des activités poursuivies d'un montant de 4 704 000 \$ pour l'exercice terminé à cette date. Cette situation, conjuguée aux autres questions exposées dans la Note 1, indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

(signé) BDO Canada LLP/s.r.l./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

### COMPTABLES AGRÉÉS

Montréal (Québec)  
Le 27 juillet 2011

<sup>1</sup> CA auditeur permis no° 10589

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L., une société canadienne à responsabilité limitée/société en nom collectif à responsabilité limitée, est membre de BDO International Limited, société de droit anglais, et fait partie du réseau international de sociétés membres indépendantes BDO.

BDO Canada LLP, a Canadian limited liability partnership, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms.

# BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 30 avril	2011 \$	2010 \$
<b>Actif</b>		
<b>Court terme</b>		
Trésorerie	2 000	1 552
Trésorerie mise en dépôt légal (Note 4)	339	—
Placements à court terme, composés de fonds du marché monétaire (Note 10 b)	182	181
Débiteurs	4 880	3 619
Autres débiteurs (Note 5)	521	288
Impôts sur les bénéficiaires à recouvrer	276	455
Stocks (Note 6)	4 195	4 282
Charges payées d'avance et autres actifs	291	323
Actifs à court terme liés aux activités abandonnées (Note 4)	—	3 707
	<b>12 684</b>	<b>14 407</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (Note 7)	<b>2 871</b>	<b>3 467</b>
<b>Actifs incorporels</b> (Note 8)	<b>1 250</b>	<b>1 738</b>
<b>Placements</b>	<b>—</b>	<b>25</b>
<b>Actifs à long terme liés aux activités abandonnées</b> (Note 4)	<b>—</b>	<b>1 067</b>
	<b>16 805</b>	<b>20 704</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Court terme</b>		
Facilité de crédit (Note 10)	—	733
Créditeurs et charges à payer	4 047	4 261
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 11)	1 578	—
Passifs à court terme liés aux activités abandonnées (Note 4)	—	1 800
	<b>5 625</b>	<b>6 794</b>
<b>Dette à long terme</b> (Note 11)	<b>—</b>	<b>1 157</b>
	<b>5 625</b>	<b>7 951</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires (Note 12)	132 896	132 142
Bons de souscription (Note 12)	—	1 152
Composante capitaux propres des débetures convertibles (Note 11)	786	768
Surplus d'apport	12 033	10 802
Déficit	(134 799)	(131 427)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	264	(684)
	<b>11 180</b>	<b>12 753</b>
	<b>16 805</b>	<b>20 704</b>

**Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation** (Note 1)

**Engagements et éventualités** (Note 14)

**Événement subséquent** (Note 22)

Au nom du Conseil,



**Robert Boisjoli, Administrateur**



**Jeffrey Mandel, Administrateur**

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2011 \$	2010 \$
<b>Chiffre d'affaires</b> (Note 16)	<b>15 690</b>	19 218
<b>Coût des ventes</b> (Notes 15 et 16)	<b>11 900</b>	15 226
	<b>3 790</b>	3 992
<b>Charges</b> (Note 15)		
Frais de recherche et de développement (Note 13)	<b>1 716</b>	2 888
Frais de vente et d'administration	<b>4 802</b>	5 615
Charges financières (Note 17)	<b>821</b>	834
Perte de change (Note 4)	<b>807</b>	915
Perte à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 7)	<b>82</b>	8
Perte à la cession et dépréciation d'actifs incorporels (Note 8)	<b>162</b>	724
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 9)	<b>—</b>	1 991
Dépréciation des placements	<b>25</b>	—
Rémunération à base d'actions (Note 12)	<b>79</b>	193
	<b>8 494</b>	13 168
<b>Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>(4 704)</b>	(9 176)
<b>Charge d'impôts futurs sur les bénéfices</b> (Note 13)	<b>—</b>	125
<b>Perte nette découlant des activités poursuivies de l'exercice</b>	<b>(4 704)</b>	(9 301)
<b>Perte après impôts découlant des activités abandonnées</b> (Note 4)	<b>(166)</b>	(2 146)
<b>Gain après impôts sur la cession des activités abandonnées</b> (Note 4)	<b>1 498</b>	—
<b>Bénéfice (perte) des activités abandonnées</b>	<b>1 332</b>	(2 146)
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>(3 372)</b>	(11 447)
<b>Variation nette du gain de conversion non réalisé des états financiers des filiales étrangères autonomes</b>	<b>136</b>	248
<b>Variation nette du gain de conversion non réalisée lié aux activités abandonnées</b>	<b>19</b>	(652)
<b>Perte de conversion cumulée non réalisée transférée aux bénéfices au cours de l'exercice suite à la cession de filiales étrangères autonomes</b> (Note 4)	<b>793</b>	—
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>	<b>948</b>	(404)
<b>Résultat étendu de l'exercice</b>	<b>(2 424)</b>	(11 851)
<b>Résultat de base et dilué par action ordinaire en circulation</b>		
- découlant des activités poursuivies	<b>(0.02)</b>	(0.04)
- découlant des activités abandonnées	<b>0.01</b>	(0.01)
- perte nette	<b>(0.01)</b>	(0.05)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b> (Note 12)	<b>246 002 829</b>	220 666 756

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 avril 2009	220 667	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émises lors d'une émission de débetures convertibles	—	—	—	—	754	—	—	—	754
Bons de souscription échus	—	—	(14 226)	(773)	—	773	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	193	—	—	193
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	—	—	—	—	—	—	—	(404)	(404)
Perte nette de l'exercice	—	—	—	—	—	—	(11 447)	—	(11 447)
<b>Solde au 30 avril 2010</b>	<b>220 667</b>	<b>132 142</b>	<b>23 603</b>	<b>1 152</b>	<b>768</b>	<b>10 802</b>	<b>(131 427)</b>	<b>(684)</b>	<b>12 753</b>
<b>Émises au comptant (après frais d'émission de 94 \$)</b>	<b>55 167</b>	<b>693</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>693</b>
<b>Émises lors d'une émission de débetures convertibles</b>	<b>833</b>	<b>61</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>18</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>79</b>
<b>Bons de souscription échus</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(23 603)</b>	<b>(1 152)</b>	<b>—</b>	<b>1 152</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Rémunération à base d'actions</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>79</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>79</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>948</b>	<b>948</b>
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(3 372)</b>	<b>—</b>	<b>(3 372)</b>
<b>Solde au 30 avril 2011</b>	<b>276 667</b>	<b>132 896</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>786</b>	<b>12 033</b>	<b>(134 799)</b>	<b>264</b>	<b>11 180</b>

(a) Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 134 535 \$ (2010 -132 111 \$). Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé exclusivement des gains ou pertes de conversion latents non réalisés des états financiers des filiales étrangères autonomes.

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2011 \$	2010 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Perte nette découlant des activités poursuivies de l'exercice	(4 704)	(9 301)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	845	1 420
Perte à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 7)	82	8
Perte à la cession et dépréciation d'actifs incorporels (Note 8)	162	724
Dépréciation des placements	25	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 9)	—	1 991
Charge d'impôts futurs (Note 13)	—	125
Perte de conversion cumulée non réalisée suite à la cession des filiales étrangères autonomes	793	—
Perte de change non réalisée	—	290
Rémunération à base d'actions	79	193
Charge de désactualisation du passif à long terme	501	448
	<b>(2 217)</b>	<b>(4 102)</b>
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (Note 15)	<b>(668)</b>	2 193
	<b>(2 885)</b>	<b>(1 909)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Produit de la cession des activités abandonnées, réduit de la trésorerie et des frais reliés (Note 4)	3 067	—
Trésorerie mise en dépôt légal	(339)	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(18)	(107)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3	26
Acquisitions de placements à court terme	(364)	(181)
Ventes de placements à court terme	363	181
	<b>2 712</b>	<b>(81)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission de débentures convertibles (Note 11)	—	1 678
Émission d'actions	693	—
Remboursement de la dette à long terme	—	(1 400)
Facilité de crédit (Note 10)	(733)	733
Emprunt à terme	500	—
Remboursement de l'emprunt à terme	(500)	—
	<b>(40)</b>	<b>1 011</b>
<b>Activités abandonnées (Note 4)</b>	<b>335</b>	<b>(1 612)</b>
<b>Perte de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère</b>	<b>(8)</b>	<b>(8)</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie</b>	<b>114</b>	<b>(2 599)</b>
<b>Trésorerie</b> au début de l'exercice	<b>1 552</b>	2 539
<b>Trésorerie</b> au début de l'exercice liée aux activités abandonnées	<b>334</b>	1 946
<b>Trésorerie</b> à la fin de l'exercice liée aux activités abandonnées	—	334
<b>Trésorerie</b> à la fin de l'exercice	<b>2 000</b>	1 552

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

APRIL 30, 2011 AND 2010

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action  
et le nombre d'actions à moins d'indication contraire)

## 1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 134 799 \$ au 30 avril 2011 et une perte découlant des activités poursuivies de 4 704 \$ pour l'exercice se terminant à cette date. Au cours des derniers exercices, la Société a financé son exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Durant l'exercice, la Société a réalisé les transactions suivantes afin de palier à certaines des incertitudes décrites ci-haut :

1. La Société a levé un financement additionnel par l'intermédiaire d'un prêt à terme d'un montant de 500 \$;
2. La Société a complété un placement privé portant sur l'émission de 55 166 667 actions ordinaires au prix de 0,01425 \$ par action ordinaire pour un produit net de 693 \$;
3. La Société a vendu ses filiales Mitec Communications Ltd. et Mitec Telecom (Suzhou) Company Ltd., pour une contrepartie en espèces de 3 983 \$ qui a généré un gain de 1 498 \$ (Note 4);
4. Suite à la transaction mentionnée ci-dessus, la Société a remboursé sa facilité de crédit et son prêt à terme qui avaient des soldes impayés de 733 \$ et 500 \$ respectivement (Note 10);
5. Après la fin de l'exercice, la Société a vendu certains actifs de son exploitation de composantes classiques de communications par satellites pour une contrepartie en espèces de 2 900 \$ (Note 22).

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Explorer diverses possibilités liées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs ou l'acquisition d'actifs ou de secteurs d'activités complémentaires ou comportant des synergies;
2. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme;
3. Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser un financement additionnel et / ou à réaligner ses activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), dont les plus importants sont décrits ci-après :

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales autonomes détenues à part entière, Keragis Corporation, Mitec Communications Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011) et Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011), qui ont été comptabilisées selon la méthode d'acquisition. Tous les principaux comptes et opérations inter-sociétés ont été éliminés lors de la consolidation. La Société ne détient aucune participation dans des entités à détenteurs de droits variables.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS ET MESURE DE L'INCERTITUDE

La préparation d'états financiers selon les principes PCGR exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent entre autres, la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la comptabilisation des produits, la mesure et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les passifs liés à des litiges, la provision pour garantie et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées. Une dépréciation accrue des actifs incorporels et des immobilisations corporelles pourrait être encourue si les hypothèses sur lesquelles les projections du plan d'affaires sont basées s'avéraient différentes de façon importante. La direction est d'avis que les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

### CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental sont portés en diminution des charges connexes lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'ils se matérialisent.

### STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Les matières premières incluent tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent, y compris le prix d'achat, les frais de douane, les autres taxes non-récupérables et les frais de transport. Les produits en cours et les produits finis incluent, en plus du coût des matières premières incorporées dans la fabrication, le coût de la main d'œuvre directement impliquée dans la fabrication ainsi qu'une affectation des frais de productions fixes et variables et de l'amortissement sur le bâtiment et les équipements. Les coûts sont déterminés selon la méthode du premier entré, premier sorti. En déterminant la valeur de réalisation nette, la Société considère plusieurs facteurs tels que le prix de vente courant, la durée de vie du produit et le volume espéré de ventes futures. Des provisions pour le stock à rotation lente et l'inventaire désuet sont enregistrées lorsqu'elles sont appropriées.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux suivants :

Matériel et outillage	10% à 20% amortissement dégressif
Bâtiments	20 ans amortissement linéaire
Amélioration locatives	Durée du bail amortissement linéaire
Mobilier et agencements	20% amortissement dégressif
Outils et matrices	5 ans amortissement linéaire
Matériel informatique	30% amortissement dégressif

### ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont constatés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

Logiciels	30% amortissement dégressif
Technologie brevetée	10 ans amortissement linéaire
Technologie non brevetée	10 ans amortissement linéaire

### DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur

comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

## **ÉCART D'ACQUISITION**

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas assujéti à l'amortissement.

Au moins une fois par exercice ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

La dépréciation est déterminée en comparant la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation excède la juste valeur de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est comptabilisée pour un montant égal à l'excédent de ces deux valeurs dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

## **PROVISION POUR GARANTIES**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision.

## **COMPTABILISATION DES PRODUITS**

La Société comptabilise les revenus provenant de la vente de produits lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les produits sont expédiés aux clients, que les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés aux clients, que le recouvrement est raisonnablement assuré et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

La Société génère des revenus de la vente d'équipements de télécommunication et d'équipements pour satellites. Les revenus provenant de la vente d'équipements sont reconnus lors de l'expédition et lorsque toutes les obligations contractuelles importantes ont été rencontrées et le recouvrement est raisonnablement assuré. Les provisions pour garantie, les retours sur ventes et autres indemnités au moment de l'expédition sont basées sur des conditions contractuelles et les réclamations prévues.

## **FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT**

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés à moins qu'ils respectent les critères permettant le report et l'amortissement selon les PCGR. Jusqu'à présent, la Société n'a pas reporté de frais de développement.

## **IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

La Société suit la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

## **CONVERSION DE DEVISES**

### **a) Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur aux dates du bilan. Les actifs et passifs non monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

### **b) Activités étrangères**

Les états financiers des filiales étrangères autonomes de la Société, soient Mitec Communications Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011), Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd. (jusqu'au désinvestissement le 28 février 2011), et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportées est constaté en résultat net.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

La Société classe ses instruments financiers en fonction de leur nature dans l'une des catégories suivantes; détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, prêts et créances et autres passifs financiers. Les actifs et passifs financiers sont initialement

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

tous constatés à leur juste valeur sauf pour ceux issus d'une opération entre apparentés qui sont comptabilisés à la valeur comptable du cédant ou à la valeur d'échange conformément au chapitre 3840, Opérations entre apparentés, du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »).

La Société a classé ses actifs et passifs financiers de la façon suivante :

- La trésorerie et la trésorerie mise en dépôt légal sont classées comme actif « Détenu à des fins de transaction », est évaluée à la juste valeur et les variations de sa juste valeur sont constatées dans l'état des résultats;
- Les placements à court terme et les placements sont classés comme « Disponibles à la vente » et sont évalués à la juste valeur et les gains ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation. Les investissements dans les sociétés privées sont enregistrés au coût puisque la juste valeur marchande n'est pas disponible pour de tels investissements. Si la perte latente est considérée autre que temporaire, elle est alors comptabilisée dans le résultat net de la période;
- Les débiteurs (excluant les taxes à la consommation à recevoir) sont classés comme « Prêts et créances ». Après leur constatation initiale, ils sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Les facilités de crédit, les créditeurs et la dette à long-terme sont classés comme « Autres passifs financiers ». Après leur constatation initiale, ils sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a décidé de comptabiliser les coûts de transaction liés aux instruments en réduction de la valeur comptable de ces instruments financiers connexes à l'exception des frais de transaction reliés aux instruments financiers identifiés comme étant détenus à des fins de transaction qui sont comptabilisés à titre de charges lorsque engagés.

La juste valeur de ces instruments financiers est présentée à la Note 20.

## RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société a un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la Note 12. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux administrateurs et aux consultants sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes. Toute contrepartie versée à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres. La Société constate les droits frappés d'extinction dans la période où un employé cesse d'exercer ses fonctions ou décide volontairement de le faire.

## RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options et de bons de souscription serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

## 3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

### MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours de l'exercice, la Société a adopté la modification de norme comptable au chapitre 1506 qui a été publiée par l'Institut Canadien des comptables agréés (« ICCA »). Le chapitre 1506 a été modifié pour exclure de son champ d'application les changements dans les conventions comptables lors du remplacement complet de la base première de comptabilisation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### CONSOLIDATION DES ÉTATS FINANCIERS

En octobre 2008, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises (le « chapitre 1582 »), conjointement avec le chapitre 1601, États financiers consolidés (le « chapitre 1601 »), et le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle (le « chapitre 1602 »). Le chapitre 1582, qui remplace le chapitre 1581 du manuel de l'ICCA, Regroupements d'entreprises, établit les normes pour la mesure d'un regroupement d'entreprises et de la reconnaissance et de l'évaluation des actifs et passifs acquis. Le chapitre 1601, qui remplace le chapitre 1600 du manuel de l'ICCA, reprend les orientations actuelles en vigueur au Canada sur les aspects de la préparation des états financiers consolidés à la suite de l'acquisition autres que les participations sans contrôle. Le chapitre 1602 établit des directives pour le traitement des participations sans contrôle à la suite de l'acquisition par un regroupement d'entreprises. Ces nouvelles normes sont en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'adoption anticipée étant permise à compter du début de l'exercice. Comme les nouvelles normes sont substantiellement équivalentes à la norme révisée IFRS 3, la Société adoptera la nouvelle norme au sein de son passage aux IFRS.

### ACCORD DE PRESTATIONS MULTIPLES GÉNÉRATEURS DE PRODUITS

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparées et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette

directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. Le CPN 142 demeure en vigueur jusqu'à l'adoption du CPN 175. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

## NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE ("IFRS")

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers intermédiaires du premier trimestre de son année fiscale 2012 et ces derniers devront inclure des informations financières annuelles et intermédiaires retraitées pour 2011 afin qu'elles soient compatibles avec les nouvelles normes IFRS, ainsi que les rapprochements des capitaux propres et du bénéfice net pour les montants précédemment présentés selon les PCGR du Canada.

## 4. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 28 février 2011, la Société a vendu Mitec Communications Ltd et Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd. pour une contrepartie en espèces au moment de la vente de 3 644 \$ et une portion en espèces de 339 \$ mise en dépôt légal jusqu'à l'approbation de la part des autorités fiscales chinoises du changement du capital minimal requis de Mitec Telecom Ltd (Suzhou) Co. Ltd. La valeur comptable des actifs et des passifs disposés le 28 février 2011 était de 2 239 \$. Suite à la cession de ces filiales, une perte de conversion cumulée non réalisée de 793 \$ a été transférée aux bénéfices au cours de l'exercice. De plus, la Société a encouru des coûts directs associés à cette transaction de 246 \$ et a généré un gain sur disposition de 1 498 \$ qui a été enregistré à l'état consolidé des résultats et du résultat étendu. L'approbation de la modification du capital a eu lieu en juillet 2011 et les sommes ont été libérées.

En raison de la transaction, les opérations de Mitec Communications Ltd. et Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd., présentées dans le secteur d'activités Télécommunications, ont été enregistrées comme activités abandonnées dans l'état consolidé des résultats et l'information se détaille comme suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	\$
Chiffres d'affaires	<b>8 368</b>	6 206)
Bénéfice brut (perte)	<b>1 013</b>	(324)
Perte découlant des activités abandonnées, nette d'impôts de néant (2010 – néant)	<b>(166)</b>	(2 146)

L'amortissement des immobilisations corporelles relié aux activités abandonnées s'est élevé à 234 \$ (2010 – 284 \$) et l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 10 \$ (2010 – 10 \$).

La valeur comptable des actifs et passifs au moment de la vente est résumée ci-bas :

	\$
Actifs à court terme (incluant trésorerie de 669 \$)	4 468
Immobilisations corporelles	1 068
Actifs incorporels	20
Passifs à court terme	(3 317)
	<b>2 239</b>

Les flux de trésorerie associés aux activités abandonnées se détaillent comme suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	\$
Activités d'exploitation	<b>620</b>	(1 485)
Activités d'investissement	<b>(285)</b>	(127)
Activités de financement	<b>—</b>	—
<b>Augmentation (diminution) de trésorerie liée aux activités abandonnées</b>	<b>335</b>	(1 612)

## 5. AUTRES DÉBITEURS

	2011 \$	2010 \$
Taxes à la consommation à recevoir	254	247
Divers (Note 10a)	267	41
	<b>521</b>	<b>288</b>

## 6. STOCKS

	2011 \$	2010 \$
Matières premières et composantes acquises	2 478	2 459
Produits en cours	1 158	1 332
Produits finis	559	491
	<b>4 195</b>	<b>4 282</b>

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élevé à 14 010 \$ (2010 – 14 138 \$). Au cours de l'exercice, la Société n'a enregistré aucune dépréciation des stocks (2010 – 331\$).

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au 30 avril 2011	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Matériel et outillage	11 183	9 243	1 940
Terrain et bâtiments	975	430	545
Améliorations locatives	335	197	138
Mobilier et agencements	1 735	1 631	104
Outils et matrices	103	28	75
Matériel informatique	521	452	69
	<b>14 852</b>	<b>11 981</b>	<b>2 871</b>

Au 30 avril 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Matériel et outillage	11 578	9 217	2 361
Terrain et bâtiments	975	406	569
Améliorations locatives	378	165	213
Mobilier et agencements	1 744	1 610	134
Outils et matrices	103	18	85
Matériel informatique	990	885	105
	<b>15 768</b>	<b>12 301</b>	<b>3 467</b>

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel, outillage, mobilier et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 70 \$ (2010 – 34 \$) ont été radiées. Une perte sur disposition des immobilisations corporelles de 12 \$ (2010 – 34 \$) a été enregistrée durant l'exercice.

## 8. ACTIFS INCORPORELS

Au 30 avril 2011	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Logiciels	1 709	1 617	92
Technologies brevetées	1 960	802	1 158
	<b>3 669</b>	<b>2 419</b>	<b>1 250</b>

  

Au 30 avril 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Logiciels	3 930	3 680	250
Technologies brevetées, brevets en instance d'homologation et marques de commerce	1 968	616	1 352
Technologies non brevetées	1 891	1 755	136
	<b>7 789</b>	<b>6 051</b>	<b>1 738</b>

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Durant l'exercice, la Société a déterminé que la baisse de la valeur boursière de la Société représente un événement significatif qui laisse croire que certains actifs incorporels pourraient ne plus avoir de valeur. La direction a effectué un test de dépréciation en date du 30 avril 2011 en se basant sur une analyse des coûts pour évaluer la juste valeur. L'évaluation a été effectuée par la direction de la société. Suite à l'analyse, la Société a conclu que la valeur comptable de certains actifs incorporels n'était plus recouvrable. En conséquence, les technologies non brevetées d'une valeur comptable de 72 \$ et les logiciels d'une valeur comptable de 20 \$ ont été radiés. En 2010, la liste des clients d'une valeur comptable de 369 \$ et les technologies brevetées d'une valeur comptable de 355 \$ ont été radiées. Une perte sur disposition liée aux logiciels d'une valeur comptable de 70 \$ (2010 – néant \$) a aussi été enregistrée.

## 9. ÉCART D'ACQUISITION

En 2010, le test de dépréciation de la valeur de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Keragis a été effectué et une dépréciation de 1 991 \$ a été comptabilisée.

## 10. FACILITÉ DE CRÉDIT

- a) Le 2 mars 2010, la Société a conclu une entente de gestion de prêts sur les débiteurs avec une institution financière canadienne pour la mise en place d'une ligne de crédit d'exploitation.

La facilité de crédit permet un montant d'emprunt maximal total égal au moindre des montants suivants :

- i. 2 500 \$
- ii. 85% des créances admissibles.

Au 30 avril 2011, la capacité d'emprunt de la Société était de 1 140 \$ (2010 – 1 159 \$) sur laquelle néant (2010 – 733\$) avait été utilisée. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel applicable de l'institution financière majoré de 2,5%. Le taux d'intérêt effectif pour l'exercice terminé le 30 avril 2011 était de 7,25% (2010 – 6,5%).

La facilité de crédit est garantie par une hypothèque mobilière d'un montant de 3 250 \$ sur les actifs de la Société ayant le premier rang sur les débiteurs (d'une valeur comptable de 4 369 \$ au 30 avril 2011 et 3 383 \$ au 30 avril 2010) et les stocks (d'une valeur comptable de 4 195 \$ au 30 avril 2011 et 4 107 \$ au 30 avril 2011) et un rang inférieur sur tous les autres actifs. La facilité de crédit a une date d'expiration d'un an avec une période de renouvellement automatique d'un an à chaque année. Après la fin de l'exercice, la Société a décidé de résilier le contrat et tous les montants dus à la Société compris dans les autres débiteurs ont été encaissés.

- b) Au 30 avril, 2011 la Société avait des facilités de crédit disponibles auprès d'une banque à charte canadienne pour ses cartes de crédit d'un montant de 55 \$ et pour une lettre de garantie de 100 \$ envers un bailleur pour des passifs éventuels. Ces facilités de crédit sont des obligations à court terme et sont remboursables sur demande. Les taux d'intérêt sur les facilités pour les cartes de crédits sont les taux et frais usuels alors que la lettre de crédit porte un taux d'intérêt de 1,5% (2010 – 1,5%). La Société a fourni des sûretés en grevant des dépôts de placement à court-terme au montant de 175 \$ (2010 – 175 \$) inscrits comme placements à court terme. Au 30 avril 2011, il n'y avait pas d'emprunt sur les facilités de crédit disponibles (2010 – néant).
- c) En septembre 2010, la Société a contracté un emprunt à terme de 500 \$ qui porte intérêt a un taux de 15%, est garanti par une hypothèque mobilière sur tous les actifs de la Société, incluant les actions de Keragis Corporation et Mitec Communications Ltd., à l'exception des débiteurs et stocks. Le prêt était remboursable dans les 6 mois à partir de la date de retrait. Cet emprunt a été remboursé en février 2011.

## 11. DETTE À LONG TERME

	2011 \$	2010 \$
a) Débentures convertibles portant intérêt à 12 % et venant à échéance en octobre 2011	1 578	1 157
Moins : tranche échéant à moins d'un an	1 578	
	—	1 157

### DÉBENTURES CONVERTIBLES

En octobre 2009, la Société a émis des débentures convertibles non-garanties d'une valeur de 1 900 \$ (« débentures convertibles »). Des frais d'émission de 179 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débentures convertibles portent intérêt au taux de 12 %, payable trimestriellement, viennent à échéance en octobre 2011 et sont de même rang que toutes autres dettes de la Société à l'exception des facilités de crédit. Les détenteurs de débentures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débentures convertibles en actions ordinaires au prix défini de 0,06 \$ par action ordinaire, en tout temps pendant une période de deux ans. Les intérêts payés sur les débentures convertibles sur le terme de deux ans, totaliseront 445 \$ si les débentures convertibles se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités réglementaires, les intérêts courus, à la demande des détenteurs de débentures convertibles, peuvent être payés en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débentures. Au 30 avril 2011, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 807 \$ (2010 - 1 857 \$).

Conformément aux PCGR du Canada, les débentures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes de dette à long terme et des capitaux propres. La juste valeur de l'option de conversion associée à la débenture à la date d'émission, la composante des capitaux propres, a été évaluée en utilisant le modèle de Black et Scholes en prenant en compte une durée de vie prévue de 2 ans, une juste valeur des actions ordinaires à la date de l'émission de 0,05 \$, un taux de rendement de l'action nul, une volatilité de 111%, un taux d'intérêt sans risque de 1,26% résultant en une valeur estimée de 827 \$ à la date d'émission. Selon la méthode résiduelle, la composante résiduelle des débentures convertibles, la composante de la dette à long terme, a été évaluée à 1 029 \$, soit la différence entre la valeur nominale de la dette et la valeur de la composante des capitaux propres. La composante de dette à long terme est augmentée à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa durée selon la méthode du taux d'intérêt effectif résultant en un taux d'intérêt effectif de 31,1%.

Au cours de l'exercice, 50 \$ (2010 – néant) de débentures convertibles ont été converties en 833 333 actions ordinaires.

## 12. CAPITAL ACTIONS

### AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le Conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

### ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES ET EN CIRCULATION

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés des capitaux propres.

### BONS DE SOUSCRIPTION

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 30 avril 2011 #(000)	Date d'expiration	Au 30 avril 2010 # (000)
\$0.10	—	—	Le 30 octobre 2010	4 651
\$0.22	—	—	Le 30 octobre 2010	18 952
		—		23 603

### PERTE PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit:

	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	246 002 829	220 666 756
Incidence dilutive des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles, montant net	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation	246 002 829	220 666 756

Pour les exercices terminés les 30 avril 2011 et 2010, l'incidence dilutive potentielle sur le résultat par action ordinaire est de 44 155 000 (2010 – 68 129 662) relativement aux options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles pouvant potentiellement être exercés n'était pas incluse dans le calcul de la perte par action puisque leur effet était antidilutif.

## RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des employés clés, des administrateurs et des dirigeants de la Société. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un titulaire et la période d'acquisition, habituellement d'au plus cinq ans, est déterminé à la discrétion du Conseil d'administration.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le Conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options sont incessibles et ne peuvent être exercées que si le titulaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant de la Société.

Au 30 avril 2011, 13 627 676 (2009 – 4 691 250) options étaient disponibles aux fins d'attribution en vertu du régime.

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 30 avril 2011		Au 30 avril 2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>15 308 750</b>	<b>0,18</b>	14 818 050	0,19
Variation au cours de l'exercice				
Attribuées	—	—	500 000	0,07
Frappées d'extinction	<b>(1 238 750)</b>	<b>0,33</b>	—	—
Échues	<b>(31 000)</b>	<b>2,10</b>	(9 300)	4,51
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>14 039 000</b>	<b>0,17</b>	15 308 750	0,18
<b>Options exerçables à la fin de l'exercice</b>	<b>13 558 400</b>	<b>0,17</b>	13 578 050	0,19

La juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution des options sur actions en 2011 était néant \$ (2010 – 0,07 \$) puisque aucune option n'a été attribuée en 2011 (2010 – 500 000 options attribuées).

La juste valeur des options attribuées en 2010 a été calculée au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes en prenant en compte une moyenne pondérée de volatilité de 105 %, un taux d'intérêt sans risque de 2,7 %, un taux de rendement de l'action nul et une durée de vie prévue de l'option de cinq ans.

Les informations supplémentaires sur les options d'achat d'actions en cours au 30 avril 2011 sont comme suit :

Prix d'exercice	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,07 \$ à 0,10 \$	<b>1 815 000</b>	<b>0,07</b>	<b>6,4</b>	<b>1 489 000</b>	<b>0,07</b>
0,11 \$ à 0,16 \$	<b>6 178 000</b>	<b>0,14</b>	<b>6,1</b>	<b>6 082 400</b>	<b>0,14</b>
0,17 \$ à 0,25 \$	<b>5 765 000</b>	<b>0,18</b>	<b>5,5</b>	<b>5 706 000</b>	<b>0,17</b>
0,26 \$ à 0,39 \$	<b>131 000</b>	<b>0,33</b>	<b>4,4</b>	<b>131 000</b>	<b>0,33</b>
0,80 \$ à 1,20 \$	<b>20 000</b>	<b>0,80</b>	<b>2,0</b>	<b>20 000</b>	<b>0,80</b>
1,21 \$ à 1,80 \$	<b>45 000</b>	<b>1,68</b>	<b>2,5</b>	<b>45 000</b>	<b>1,68</b>
1,81 \$ à 2,71 \$	<b>65 000</b>	<b>1,85</b>	<b>3,0</b>	<b>65 000</b>	<b>1,85</b>
2,72 \$ à 3,75 \$	<b>20 000</b>	<b>3,43</b>	<b>0,6</b>	<b>20 000</b>	<b>3,43</b>
	<b>14 039 000</b>	<b>0,17</b>	<b>6,8</b>	<b>13 558 400</b>	<b>0,17</b>

La charge totale de rémunération à base d'actions de l'exercice constatée aux états consolidés des résultats s'élevait à 79 \$ (2010 – 193 \$) pour l'exercice.

### 13. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE

a) Les principales composantes de la charge d'impôts (recouvrement) sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2011 \$	2010 \$
<b>Futur</b>		
Ajustement d'impôts lié aux pertes	—	125
<b>Charge d'impôts futurs</b>	<b>—</b>	<b>125</b>

b) La charge d'impôts sur les bénéfices présentée diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe s'établissent comme suit :

	2011 \$	2010 \$
Perte avant impôts sur les bénéfices	<b>(4 704)</b>	(9 176)
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	<b>29,40%</b>	30,57%
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices prévu	<b>(1 383)</b>	(2 805)
<b>Ajustements</b>		
Incidence fiscale de la rémunération à base d'actions non déductible	<b>23</b>	59
Incidence fiscale des écarts permanents	<b>527</b>	916
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	<b>10</b>	22
Différence du taux d'imposition d'une filiale étrangère	<b>(36)</b>	(83)
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	<b>(20)</b>	(24)
Radiation d'un actif d'impôts futurs	<b>1 017</b>	—
Autres	<b>21</b>	—
Modification de la provision pour moins-value	<b>(159)</b>	2 040
<b>Charge d'impôts</b>	<b>—</b>	<b>125</b>

c) L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

	2011 \$	2010 \$
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Valeur comptable des immobilisations corporelles en sus de la valeur fiscale	<b>6</b>	9
<b>Total des passifs d'impôts futurs</b>	<b>6</b>	<b>9</b>
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	<b>11 429</b>	9 639
Report prospectif de dépenses de recherche et de développement	<b>6 604</b>	6 521
Valeur fiscale des immobilisations en sus de la valeur comptable	<b>2 570</b>	3 492
Valeur latente de la perte en capital sur dévaluation des placements	<b>670</b>	1 683
Frais d'émission d'actions et autres	<b>105</b>	197
Total des actifs d'impôts futurs	<b>21 378</b>	21 532
Provision pour moins-value	<b>(21 372)</b>	(21 523)
<b>Total des actifs d'impôts futurs</b>	<b>6</b>	<b>9</b>
<b>Actifs d'impôts futurs nets</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

La Société a des dépenses de recherche et de développement au Fédéral (Canada) d'environ 20 652 \$ et de 29 465 \$ au Provincial (2010 – 20 500 \$ et 28 800 \$ respectivement). Ces dépenses peuvent être utilisées pour réduire le bénéfice imposable et peuvent être reportées indéfiniment. La Société a des reports prospectifs de pertes d'environ 39 833 \$ au Fédéral (Canada), et de 38 848 \$ au Provincial. La Société a des reports prospectifs de pertes aux États-Unis d'environ 3 203 \$ au niveau fédéral et de 3 317 \$ au niveau de l'état. Ces pertes expirent en fonction du tableau ci-dessous :

Année d'expiration	Fédéral (Canada) \$	Provincial \$	Fédéral (États-Unis) \$	État \$
2012	—	—	—	4
2013	—	—	—	38
2014	1 504	1 274	—	—
2015	6 775	6 775	—	76
2017	—	—	—	950
2018	—	—	—	397
2025	—	—	6	—
2026	8 080	8 310	—	—
2027	9 080	8 436	941	—
2028	5 368	4 976	406	—
2029	—	—	824	826
2030	2 269	2 727	684	684
2031	6 757	6 350	342	342
	<b>39 833</b>	<b>38 848</b>	<b>3 203</b>	<b>3 317</b>

De plus, la Société a des pertes en capital déductibles au Canada d'environ 21 340 \$ (2010 – 20 300 \$) qui n'ont pas été constatées dans les actifs d'impôts futurs décrits ci-dessus. La Société a également des crédits d'impôts à l'investissement non constatés d'environ 5 748 \$ (2010 - 5 500 \$), qui expirent au cours des exercices 2021 à 2031.

Année d'expiration	\$
2021	1 082
2022	1 110
2023	472
2024	485
2025	413
2026	578
2027	657
2028	184
2029	364
2030	288
2031	59
	<b>5 748</b>

La Société a fait l'objet d'une vérification par l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») relativement au service de prestation de recherche et de développement par une filiale américaine de la Société en 2001 et 2002 pour le bénéfice de la Société. La Société a fait également l'objet d'une vérification par l'ARC, pour les exercices d'imposition 1999 à 2004 relativement aux intérêts théoriques sur les prêts consentis à des filiales étrangères. En 2008, la Société a reçu des avis de cotisation de l'ARC.

Suite à sa vérification en avril 2009, l'ARC a émis un avis de cotisation à la Société pour les exercices financiers 2003 et 2004 à la Société. Ces avis de cotisation concernent principalement les services de R&D fournis par une filiale américaine de la Société pour le bénéfice de la Société ainsi que des honoraires de gestion fournis par la Société à certaines de ses filiales.

Ces différends font l'objet de discussions avec l'ARC, et la Société est d'avis qu'elle a constitué toutes les provisions nécessaires à cet égard en utilisant les crédits d'impôts à l'investissement et en réduisant les actifs d'impôts futurs liés aux pertes d'exploitation et aux dépenses de recherche et de développement reportées. Cependant, la Société doute du bien-fondé de certaines modifications exigées et a déposé des avis d'opposition auprès de l'ARC. L'issue de ces différends pourrait donner lieu à un ajustement important des montants comptabilisés.

## 13. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE (suite)

### AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a engagé des dépenses de recherche et de développement, dont certaines donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouvrés et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales; ces montants pourraient donc varier. Un montant de 276 \$ (2010 – 565 \$) a été enregistré à la fin de l'exercice à titre d'impôts sur les bénéfices à recouvrer. Les crédits d'impôts à l'investissement qui ont été portés en réduction des frais de recherche et développement s'élevaient à 637 \$ (2010 – 200 \$).

## 14. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements minimums annuels futurs en vertu des contrats de location s'établissent comme suit :

	\$
2012	323
2013	186
2014	24
2015	2
	<b>535</b>

b) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités et a enregistré une provision dans certaines circonstances. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## 15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

a) États consolidés des flux trésorerie

Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation :

	2011 \$	2010 \$
Débiteurs et autres débiteurs	(752)	134
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	179	(57)
Stocks	87	2 458
Charges payées d'avance et autres actifs	32	22
Créditeurs et charges à payer	(214)	(364)
	<b>(668)</b>	<b>2 193</b>
Intérêts payés	<b>283</b>	<b>370</b>

b) États consolidés des résultats

	2011 \$	2010 \$
L'amortissement des immobilisations corporelles est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	327	544
Frais de recherche et de développement	134	7
Frais de vente et d'administration	58	95
	<b>519</b>	<b>646</b>
L'amortissement des actifs incorporels est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	9	—
Frais de recherche et de développement	30	17
Frais de vente et d'administration	287	757
	<b>326</b>	<b>774</b>

## 16. INFORMATIONS SECTORIELLES

### a) Informations sectorielles utilisées par la direction

La direction a organisé la Société en la divisant en deux secteurs d'activités principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et l'évaluation de rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications ») auparavant appelé secteur « sans-fil », et les communications par satellite et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada et aux États-Unis.

Le secteur des Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

L'information au sujet des activités abandonnées, qui touchait le secteur des télécommunications, est présentée à la Note 4.

Les informations pour chaque secteur pour les exercices terminés les 30 avril sont les suivants :

	Télécom- munications		Satellites		Total consolidé	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Chiffre d'affaires	1 225	1 172	14 465	18 046	15 690	19 218
Coût des ventes	1 292	1 055	10 608	14 171	11 900	15 226
	(67)	117	3 857	3 875	3 790	3 992
Charges					8 494	13 168
Charge d'impôts					—	125
<b>Perte nette de l'exercice</b>					<b>(4 704)</b>	<b>(9 301)</b>

La charge d'impôts est attribuable au secteur Satellites.

La ventilation des actifs par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécom- munications		Satellites		Total	
	Au 30 avril 2011					
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif à court terme</b>	<b>504</b>	<b>8 992</b>	<b>8 992</b>	<b>9 496</b>	<b>9 496</b>	<b>9 496</b>
<b>Actif à long terme</b>	<b>265</b>	<b>3 811</b>	<b>3 811</b>	<b>4 076</b>	<b>4 076</b>	<b>4 076</b>
	<b>769</b>	<b>12 803</b>	<b>12 803</b>	<b>13 572</b>	<b>13 572</b>	<b>13 572</b>
<b>Autres</b>					<b>3 233</b>	<b>3 233</b>
<b>Total</b>					<b>16 805</b>	<b>16 805</b>

	Télécom- munications		Satellites		Total	
	Au 30 avril 2010					
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	506	7 966	7 966	8 472	8 472	8 472
Actif à long terme	728	4 477	4 477	5 205	5 205	5 205
	1 234	12 443	12 443	13 677	13 677	13 677
Autres				7 027	7 027	7 027
<b>Total</b>				<b>20 704</b>	<b>20 704</b>	<b>20 704</b>

## 16. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

La ventilation des immobilisations corporelles par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Total consolidé	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Immobilisations corporelles	<b>274</b>	345	<b>2 597</b>	3 122	<b>2 871</b>	3 467
Additions	<b>3</b>	5	<b>16</b>	102	<b>19</b>	107
Amortissement	<b>68</b>	163	<b>451</b>	483	<b>519</b>	646
Perte à la cession	—	25	<b>12</b>	1	<b>12</b>	26
Dépréciation d'immobilisations corporelles	<b>25</b>	30	<b>45</b>	4	<b>70</b>	34

La ventilation des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Total consolidé	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Actifs incorporels et écart d'acquisition	<b>6</b>	383	<b>1,244</b>	1,355	<b>1,250</b>	1,738
Additions	—	—	—	—	—	—
Amortissement	<b>93</b>	374	<b>233</b>	400	<b>326</b>	774
Dépréciation d'immobilisations incorporelles et écart d'acquisition	<b>82</b>	—	<b>10</b>	2,715	<b>92</b>	2,715

### b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	2011 \$	2010 \$
Canada	<b>1 141</b>	1 595
États-Unis	<b>7 017</b>	9 447
France	<b>849</b>	1 291
Autre Union européenne	<b>1 170</b>	2 466
Chine	<b>1 569</b>	804
Asie autre que la Chine	<b>702</b>	1 150
Soudan	<b>843</b>	272
Afrique autre que le Soudan	<b>851</b>	935
Amérique du sud	<b>935</b>	300
Autres	<b>613</b>	958
	<b>15 690</b>	19 218

Les tableaux suivants représentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations corporelles, et les actifs incorporels selon la région de production géographique.

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>		
Canada	<b>13 638</b>	17 622
États-Unis	<b>2 052</b>	1 596
	<b>15 690</b>	19 218
<b>Actifs</b>		
Canada	<b>15 753</b>	15 039
États-Unis	<b>1 052</b>	891
Chine	—	4 774
	<b>16 805</b>	20 704
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels</b>		
Canada	<b>3 967</b>	5 008
États-Unis	<b>154</b>	197
	<b>4 121</b>	5 205

## 17. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se composent de ce qui suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Intérêts sur débetures convertibles	<b>221</b>	258
Charge de désactualisation du passif à long terme	<b>501</b>	448
Frais bancaires et autres frais	<b>106</b>	139
Revenus d'intérêts	<b>(7)</b>	(11)
	<b>821</b>	834

## 18. OPERATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Conseil d'administration a mandaté son président du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal afin de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats de ces initiatives. Au cours de l'exercice se terminant le 30 avril 2011, des frais de consultation d'un montant de 199 \$ (2010 – 167 \$) ont été payés à une société contrôlée par le président du conseil d'administration. Cette transaction a été réalisée dans le cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties.

La Société a aussi engagé des honoraires professionnels pour le financement par voie de dette ou de capitaux propres et pour aider la Société à rencontrer ses objectifs financiers, d'un montant de 154 \$ (2010 – néant), à une société dans laquelle 3 administrateurs de Mitec peuvent influencer les décisions. Ces transactions ont été réalisées dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange définie comment étant la valeur établie entre les parties.

## 19. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location-acquisition.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant l'exercice.

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	<b>1 578</b>	1 157
Capitaux propres	<b>11 180</b>	12 753
	<b>12 758</b>	13 910

## 20. INSTRUMENTS FINANCIERS

La classification des instruments financiers ainsi que leurs valeurs comptables et leurs justes valeurs respectives au 30 avril 2011 et au 30 avril 2010 se présente comme suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Détenu à des fins de transaction (à la juste valeur)		
Trésorerie	<b>2 000</b>	1 886
Trésorerie mise en dépôt légal	<b>339</b>	—
Disponible à la vente (à la juste valeur)		
Placements à court terme	<b>182</b>	181
Placements	—	s.o
Prêts et créances et autres passifs financiers (au coût après amortissement)		
Débiteurs	<b>4 880</b>	3 619
Autres débiteurs	<b>267</b>	41
Facilités de crédit	—	733
Créditeurs	<b>4 047</b>	4 261
Dette à long-terme incluant les débentures convertibles	<b>1 578</b>	1 157

## JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes fondée sur des prix cotés sur des marchés actifs, pour des instruments financiers ayant les mêmes risques, le même capital, et ayant les mêmes échéances. Les estimations de juste valeur sont fondées sur la valeur actualisée et sur le résultat de méthodes d'évaluation utilisant les taux qui reflètent ceux que la Société pourrait réaliser présentement sur les marchés pour des instruments financiers ayant les mêmes termes, conditions et dates d'échéance.

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, la trésorerie mise en dépôt légal, les placements à court-terme, les débiteurs, les autres débiteurs, les placements, les facilités de crédit, les créditeurs et la dette à long-terme incluant les débentures convertibles.

La juste valeur des placements à court terme est fondée sur des prix cotés sur des marchés actifs lorsqu'ils sont disponibles.

La juste valeur de la dette à long-terme incluant les débentures convertibles est une estimation fondée sur la valeur du marché pour des instruments financiers portant des taux d'intérêt similaires et ayant des termes et niveaux de risques semblables. Leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur. La valeur comptable des débentures convertibles est frappée d'une charge de désactualisation pendant la durée de la débenture jusqu'à sa valeur nominale afin de refléter, à l'échéance, le montant payable et le montant payable échéant à moins d'un an.

Le tableau suivant fournit une analyse des instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur, regroupée entre les niveaux 1 à 3, basé sur la mesure selon laquelle la juste valeur est observable :

- Niveau 1 : évaluation de la juste valeur fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les prix cotés inclus au Niveau 1, qui sont observables directement (ex. prix) ou indirectement (ex. découlant du prix) pour les actifs et passifs en question; et
- Niveau 3: évaluation de la juste valeur basée sur des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Aux 30 avril 2011 et 2010, la Société a classifié la trésorerie et la trésorerie mise en dépôt légal qui sont évaluée à la juste valeur de Niveau 1 sous « Détenue à des fins de transaction » et les placements à court terme sont aussi évalués à la juste valeur de Niveau 1 et sous « Disponible à la vente ». Il n'y a pas eu de changements entre les niveaux durant l'exercice.

## 21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et taux d'intérêt. Il n'y a eu aucun changement dans l'exposition au risque et dans ses objectifs, politiques et procédures de gestion par rapport à l'exercice précédent.

### FACTEURS DE RISQUE

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

### RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, sa trésorerie mise en dépôt légal, ses placements à court terme, ses débiteurs et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

La société enregistre une dépréciation de valeur sur ses créances séparément des créances brutes. Les mouvements sur le compte de provision pour créances douteuses au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	<b>64</b>	270
Augmentation de la provision	<b>168</b>	8
Radiation enregistrée contre la provision	<b>(13)</b>	(214)
	<b>219</b>	64

Les débiteurs en devises des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2011 et aucun client représentait plus de 10% des débiteurs au 30 avril 2011 (en 2010, aucun client représentait plus de 10% du chiffre d'affaires et deux clients représentaient 36% des débiteurs au 30 avril 2010). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2011, deux (2010 – deux) représentaient 45% des ventes dans le secteur télécommunications (2010 – 47%).

## 21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Aux 30 avril 2011 et 2010, l'âge des débiteurs se détaillait comme suit :

	<b>2011</b>	2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Courant	<b>3 221</b>	2 594
31 - 60 jours	<b>689</b>	597
Plus de 61 jours	<b>1 189</b>	492
Débiteurs	<b>5 099</b>	3 683
Moins: provision pour créances douteuses	<b>(219)</b>	(64)
	<b>4 880</b>	3 619

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres et par l'émission de dette.

Au 30 avril 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 7 059 \$ (2010 -7 613 \$). La Société a de la trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créiteurs et charges à payer viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société aux 30 avril 2011 et 2010 :

	<b>Moins d'un an</b>	<b>2 ans</b>	<b>3 ans</b>	<b>Plus de 4 ans</b>	<b>2011 Total</b>
<b>Créditeurs</b>	<b>1 937</b>	—	—	—	<b>1 937</b>
<b>Débiteures convertibles</b>	<b>1 857</b>	—	—	—	<b>1 857</b>
<b>Contrats de location exploitation</b>	<b>323</b>	<b>186</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>535</b>
	<b>4 117</b>	<b>186</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>4 329</b>
	Moins d'un an	2 ans	3 ans	Plus de 4 ans	2010 Total
Facilité de crédit	733	—	—	—	733
Créditeurs	2 791	—	—	—	2 791
Débiteures convertibles	—	1 857	—	—	1 857
Contrats de location-exploitation	328	290	138	—	756
	3 852	2 147	138	—	6 137

## RISQUE DU TAUX DE CHANGE

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'utilise aucun contrat de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères.

La Société était exposée à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créiteurs et les charges à payer libellés en dollars américains et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	<b>Au 30 avril 2011</b>	Au 30 avril 2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Trésorerie et trésorerie mise en dépôt légal	<b>1 611</b>	1 173
Débiteurs	<b>2 697</b>	3 485
Créiteurs et charges à payer	<b>1 263</b>	1 343

Selon les éléments susmentionnés au 30 avril 2011, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes et en se basant sur une exposition nette de la variation de change, une augmentation ou une diminution de 10% de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 304 \$ / (304 \$) (2010 – 331 \$ / (331 \$)).

## RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. La Société est exposée à de telles variations puisque sa facilité de crédit considère un taux d'intérêt variable. Au 30 avril 2011, la Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt étant donné que la Société n'a prélevé aucun montant sur sa facilité de crédit. La Société n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme puisque celle-ci porte intérêt à taux fixe.

## 22. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Suite à la fin d'année, le 16 mai 2011, la Société a vendu certains actifs relatifs au secteur d'activité satellites, qui consistent en stocks, immobilisations corporelles et actifs incorporels avec une valeur comptable estimée à 2 465 \$, pour un produit de disposition brut de 2 900 \$ générant un gain estimatif de 100 \$ déduction faite des coûts directs reliés à la disposition.

## 23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2011.

# INFORMATIONS

## SUR L'ENTREPRISE

### ADMINISTRATEURS :

Jeffrey A. Mandel  
Noah Billick  
Robert Boisjoli  
Hubert R. Marleau  
David B. Parkes

### ÉQUIPE DE DIRECTION :

Jeffrey A. Mandel  
Président, Chef de la direction  
et Président du conseil administration

### Bruno Dumais

Vice-président, finances et Chef de la direction financière

### RENSEIGNEMENTS POUR LES INVESTISSEURS :

#### Auditeurs :

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L.

#### Avocats-conseil :

Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L.

#### Agent de transfert et d'inscription :

La Société canadienne de transfert d'actions inc.  
agent administratif pour la Compagnie Trust CIBC Mellon

### RENSEIGNEMENTS AVEC LES INVESTISSEURS :

#### Jeffrey A. Mandel

Président, Chef de la direction  
et Président du conseil administration

T: 1.514.694.9000

[investor-relations@mitectelecom.com](mailto:investor-relations@mitectelecom.com)

### ASSEMBLÉE GÉNÉRAL ANNUELLE

**Vendredi, le 28 octobre 2011, 11:00 AM**

Holiday Inn Express & Suites Montreal Airport

Merchants Villa Room  
10 888 Côte-de-Liesse  
Dorval (Québec) H8T 1A6

### SYMBOLE BOURSIER :

MTM

### INSCRIPTION DU TITRE :

Bourse de Toronto

### FIN D'EXERCICE :

Le 30 avril 2011

### ACTIONS EN CIRCULATION :

276 666 756 au 30 avril 2011

### SIÈGE SOCIAL :

3299 Jean-Baptiste-Deschamps  
Lachine (Québec) H8T 3E4  
Canada

T: 1.514.694.9000

F: 1.514.630.8600

[www.mitectelecom.com](http://www.mitectelecom.com)





3299 Jean-Baptiste-Deschamps  
Lachine, Québec H8T 3E4  
Canada

T: 1.514.694.9000  
F: 1.514.630.8600

[www.mitectelecom.com](http://www.mitectelecom.com)